



Ecriture et réécriture des 'Ricordi': règles et expérience

Jean-Claude Zancarini

► To cite this version:

Jean-Claude Zancarini. Ecriture et réécriture des 'Ricordi': règles et expérience. Cahiers d'Etudes Romanes, 2010, 20 (Nouvelle série), pp.23-31. halshs-00461479

HAL Id: halshs-00461479

<https://shs.hal.science/halshs-00461479>

Submitted on 27 Oct 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Jean-Claude ZANCARINI
Université de Lyon-ENS de Lyon
UMR Triangle

Écriture et réécriture des *Ricordi*: règles et expérience

J'entends aborder ici un point qui me paraît important dans le processus d'écriture-réécriture des *Ricordi* de Francesco Guicciardini, celui des liens entre rédaction de règles et expérience. Je rappelle tout d'abord les hypothèses que j'ai avancées – et dont j'ai montré la productivité interprétative – en d'autres lieux¹. La principale de ces hypothèses – qui s'oppose à l'idée selon laquelle les *Ricordi* serait un livre arrivé à maturité avec la rédaction C de 1530² – consiste à considérer cette façon de condenser en des formulations brèves des « fragments de sens » comme une caractéristique de longue durée, voire permanente, de l'écriture de Francesco Guicciardini. On trouve des *ricordi* dans les quatre états du texte³, mais également, insérés au fil du texte, dans le *Dialogo del reggimento di Firenze* ou la *Storia d'Italia*. Cette constatation m'a amené à définir trois moments successifs du processus d'écriture-réécriture. Le premier, de 1520 à 1528, consiste en un processus continu de réécriture par proximité et contaminations : je ne perçois pas de solution de continuité entre la rédaction A des *ricordi*, le *Dialogo del reggimento di Firenze* et la rédaction B des *ricordi*. Au cours de ce premier moment, il y a un mouvement permanent d'aller et retour entre l'expérience diplomatique, politique et militaire de Guicciardini (et les formes d'écriture qui en découlent) et la tentative de synthétiser, dans la forme du *ricordo*, les « fragments de sens » que l'auteur estime pouvoir tirer de ces expériences. Le deuxième moment est constitué par la rédaction C de 1530 qui est une réécriture complète, un texte nouveau qui rompt avec le processus de contamination et de proximité textuelle du moment antérieur. Ce point donne un statut particulier à la rédaction C en la reliant à un moment de crise politique intense dans laquelle le rapport de Guicciardini avec Florence est sans aucun doute central. Le troisième moment est constitué par l'utilisation, dans la *Storia d'Italia*, d'une partie des « avertissements » [c'est ainsi que nous traduisons *ricordi* en français⁴] formalisés à un moment ou à un autre. Cette utilisation se fait en intégrant la forme *ricordo* dans le récit historique, intégration qui amène Guicciardini à réduire à l'essentiel les formulations générales et à produire des avertissements nouveaux.

¹ Jean-Claude Zancarini, « Fragments de sens. La présence des *ricordi* dans l'écriture de Francesco Guicciardini », in D. Boillet et D. Moncond'huy [éds], *La Constitution du texte : le tout et ses parties*, La Licorne, Poitiers, 1998 ; désormais, en version revue et corrigée, in Jean-Louis Fournel et Jean-Claude Zancarini, *La politique de l'expérience. Savonarole, Guicciardini et le républicanisme florentin*, chapitre 8, Alessandria, Edizioni dell'Orso, 2002.

² Sur ce point voir, parmi les essais récents : Giuliano Tanturli, « Quante sono le redazioni dei *Ricordi* di Francesco Guicciardini ? », *Studi di filologia italiana*, 1998, p. 229-270 ; Jean-Louis Fournel, « Trois éditeurs des *Ricordi* de Guicciardini ou les usages d'un texte » in *Maître et passeur. Hommage à Marziano Guglielminetti*, Alessandria, Edizioni dell'Orso, 2008.

³ La première élaboration du texte date du séjour espagnol de Guicciardini, en qualité d'ambassadeur de la république de Florence : les premiers *ricordi*, autographes, sont rédigés sur deux cahiers (Q1 et Q2) ; dans Q1 figurent 13 *ricordi*, 29 dans Q2 (dont les 13 de Q1). Spongano met en évidence et reconstitue, à partir de la traduction manuscrite du XVI^e siècle, un deuxième état du texte (A), qui ne nous est pas parvenu sous forme autographe, comprenant 161 *ricordi* (dont six en rédaction unique) ; cette deuxième rédaction est antérieure à 1525. La rédaction B, autographe, rédigée donc en 1528, comprend 181 *ricordi*, dont cinq en rédaction unique. La dernière rédaction, également autographe, est rédigée en 1530 et contient 221 *ricordi*, dont 91 en rédaction unique.

⁴ Francesco Guicciardini, *Avertissements politiques*, J.-L. Fournel et J.-C. Zancarini [éds.], Paris, Editions du Cerf, 1988, 175 p.

Le *ricordo* B 100⁵ commence par la double remarque suivante: « Non è facile el trovare questi ricordi, ma è piú difficile a eseguirli ». C'est cette double difficulté que je voudrais expliciter en posant aux textes la question du sens de l'écriture (qu'entend faire Guicciardini en écrivant et en réécrivant des *ricordi* ?) et celle de la façon dont naissent les *ricordi* (quelles connaissances, quelles expériences sont nécessaires pour les écrire – pour les « trouver » – puis pour en tirer profit – pour les « suivre » ?). J'ai pour ce faire suivi dans les divers état des *Ricordi*, dans le *Dialogo del reggimento di Firenze* et, dans une moindre mesure, dans la *Storia d'Italia* les réseaux sémantiques de *ricordo*, *regole*, *eccezione*, *libri*, *esperienza*, *discrezione*.

Regole e eccezione (Ricordi Q² 12, A 11, B 35, B 121, C 6⁶)

Les *ricordi* sont des règles. Ce point est clairement affirmé par Guicciardini dans les *ricordi* A 11 et B 35. On rappellera ici que la mise en évidence de ce point et le sens à lui donner a été fourni par les travaux récents de Paolo Carta qui ont permis de mieux comprendre la pensée et l'écriture politique et historiographique de Francesco Guicciardini en les mettant en rapport avec sa formation de juriste⁷: Paolo Carta entend poursuivre cette enquête sur la formation juridique de Guicciardini et ses effets sur ses modes de pensée et ses façons d'écrire en publiant les *regulae iuris* de Iacopo Modesti, qui fut le premier maître de Guicciardini lorsqu'il étudiait le droit ; cette découverte met en évidence l'importance et le sens de la formulation « Questi ricordi sono regole » : Guicciardini entend bien, au moins dans les premières rédactions, « trouver des règles » communicables et applicables.

Après avoir mis ce point en évidence, il faut aussitôt insister sur un autre aspect, également présent dès les premières formulations. Les règles ne suffisent pas à elles seules car il y a des exceptions : « e casi eccettuati », Q² 12 ; « qualche caso particolare », A 11, B 121 ; « e casi particolari », B 35 ; « quasi tutte [le cose del mondo] hanno distinzione ed eccezione », C 6. Le fait qu'il y ait des exceptions est évidemment un fait d'expérience, mais il n'est pas extérieur à la tradition juridique qui fonde l'idée qu'il y a des règles qu'on peut écrire sur des livres: il suffit d'avoir feuilleté ne fût-ce qu'une fois les pages d'un *repertorium juris* pour admettre que les exceptions et la nécessité d'en tenir compte fait partie de la formation d'un jurisconsulte. Pour Francesco Guicciardini, il est clair que pour tenir compte de ces exceptions (« quali siano questi casi », B 121) les règles et les livres ne suffisent pas; il

⁵ B 100 : *Non è facile el trovare questi ricordi, ma è piú difficile a eseguirli*; perché spesso l'uomo cognosce, ma non mette in atto; però volendo usargli, sforzate la natura e fatevi uno buono abito, col mezzo del quale non solo farete questo, ma vi verrà fatto senza fatica quanto vi comanderà la ragione. [Dans ce cas, et pour les citations à venir, c'est moi qui souligne].

⁶ Q² 12 *Le regole si trovano scritte in su' libri : e casi eccettuati sono scritti in sulla discrezione.*

A11 *Questi ricordi sono regole* che in qualche caso particolare, che ha diversa ragione, hanno eccezione ; ma quali siano questi casi particolari, si possono male insegnare altrimenti che con la *discrezione*.

B35 *Questi ricordi sono regole* che si possono scrivere in su libri; ma e casi particolari, che per avere diversa ragione s'hanno a governare altrimenti, si possono male scrivere altrove che nel *libro della discrezione*.

B121 Ricordatevi di quello che altra volta ho detto: che questi *ricordi* non s'hanno a osservare indistintamente, ma in qualche caso particolare che ha ragione diversa, non sono buoni: e quali siano questi casi non si può comprendere con *regola* alcuna, né si truova libro che lo insegni, ma è necessario che questo lume ti *dia prima la natura e poi la esperienza*.

C 6 *È grande errore parlare delle cose del mondo indistintamente e assolutamente, e, per dire così, per regola*; perché quasi tutte hanno distinzione ed eccezione per la varietà delle circostanze, le quali non si possono fermare con una medesima misura; e queste distinzione ed eccezione non si trovano scritte in su' libri, ma bisogna le insegni la *discrezione*.

⁷ Je pense en particulier aux travaux de Carta sur Filippo Decio, un des importants juristes du 16^e siècle dont Francesco Guicciardini fut l'élève, et au livre récent qui fournit la synthèse de ces travaux (Paolo Carta, *Francesco Guicciardini tra diritto e politica*, Padova, CEDAM, 2008), ouvrage important pour tous les spécialistes de Guicciardini, et au-delà pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de la pensée politique moderne.

faut avoir une qualité que l'individu a obtenue ou pas de la nature: la *discrezione* [le discernement] : « e casi eccettuati sono scritti in sulla discrezione » Q² 12 ; « quali siano questi casi particolari, si possono male insegnare altrimenti che con la discrezione » A 11 ; « e casi particolari [...] si possono male scrivere altrove che nel libro della discrezione » B 35 ; « queste distinzione ed eccezione non si truovano scritte in su' libri, ma bisogna le insegni la discrezione », C 6.

On note que le *ricordo* de la rédaction C peut paraître en rupture avec ceux des rédactions A et B, puisqu'il ne reprend le terme de *regola* que pour réfuter son emploi (« È grande errore parlare delle cose del mondo indistintamente e assolutamente, e, per dire così, per regola... »). On reviendra sur cette particularité plus avant.

On note également que dans le *ricordo* B 121, la lumière nécessaire à la compréhension des cas particuliers est donnée d'abord par la nature puis par l'expérience: « è necessario che questo lume ti dia prima la natura e poi la esperienza ». Il faut donc analyser le lien entre ce que donne la nature (*discrezione, prudenza, ragione*) et ce qu'apporte l'expérience.

Natura e esperienza

Une série de *ricordi* (A 45, B 71, C 10⁸) insiste sur le rôle de l'expérience, rôle déterminant et qui peut même paraître plus important que celui des qualités données par la nature. Les arguments restent les mêmes dans les trois rédactions, même si la rédaction C ne reprend pas les mêmes formulations (comme nous avons souvent pu le constater) : les qualités naturelles (« ottimo ingegno e giudizio naturale », A 45; « naturale perfettissimo », B 71; « prudenza naturale », C 10) ne suffisent pas à atteindre et à comprendre les détails, les cas particuliers (« certi particolari », A 45 et B 71; « certe cose », C 10); seule l'expérience permet cette opération et de plus, du moins dans les rédactions A et B, Guicciardini dit clairement que l'expérience engendre l'expérience (« con la esperienza medesima ha imparato quanto vaglia e sia buona la esperienza », A 45 et B 71) et il met en évidence dans les trois rédactions que ce *ricordo* sera mieux compris (« lo intenderà meglio », A 45), mieux apprécié (« lo gusterà meglio », B 71) par les gens qui ont manié les affaires (« chi ha maneggiato faccende assai », A 45 et B 71; « ognuno che ha maneggiato faccende », C 10): cet avertissement vaut d'abord pour l'homme qui agit dans le domaine politique.

Le *ricordo* C 186 ne reprend pas cet empirisme radical et remet au centre du dispositif de compréhension pour l'action la *discrezione* et, s'il introduit l'idée de l'expérience, c'est dans de rares cas et avec un rôle clairement inférieur à celui de la qualité que donne ou pas la nature: « in questo e in molte altre cose bisogna procedere distinguendo la qualità delle persone, de' casi e de' tempi, e a questo è necessaria la discrezione : la quale se la natura non t'ha data, rade volte si impara tanto che basti con la esperienza; co' libri non mai. » Il faut noter le lien qui unit ce *ricordo* au C 6, cité plus haut : ce dernier ne fait pas allusion du tout à l'expérience mais seulement à la *discrezione*. Je ne crois pas qu'il faille voir là une contradiction dans la pensée de Guicciardini, mais il ne faut pas moins rendre compte de cet écart. D'une part en rappelant que les formulations des *ricordi* A 45, B 71, C 10 concernent le

⁸ A45 È impossibile che l'uomo, se bene di ottimo ingegno e giudizio naturale, possa aggiugnere e bene intendere certi particolari; e però è necessaria la esperienza, la quale e non altro gli insegna: e questo ricordo lo intenderà meglio chi ha maneggiato faccende assai, perché con la esperienza medesima ha imparato quanto vaglia e sia buona la esperienza.

B 71 Non si può, benché con naturale perfettissimo, intendere bene e aggiugnere a certi particolari senza la esperienza che sola gli insegna: e questo ricordo lo gusterà meglio chi ha maneggiato faccende assai, perché con la esperienza medesima ha imparato quanto vaglia e sia buona la esperienza.

C 10 Non si confidi alcuno tanto nella prudenza naturale che si persuada quella bastare senza l'accidentale della esperienza, perché ognuno che ha maneggiato faccende, benché prudentissimo, ha potuto conoscere che con la esperienza si aggiugne a molte cose, alle quali è impossibile che el naturale solo possa aggiugnere.

domaine des *faccende*, de l'agir, et qu'on peut dès lors les insérer dans une tradition aristotélicienne, telle qu'elle était énoncée par Thomas, qui admettait que dans le domaine de *l'operare*, l'expérience jouait un grand rôle : « *nam experti magis proficiunt in operando illis qui habent rationem universalem artis sine experimento*⁹. ». Dans le *ricordo* C 186, il ne s'agit pas d'agir, d'opérer, de *maneggiare faccende* mais bien de *distinguere* et cette différence peut expliquer que l'expérience ne soit pas ici déterminante et que la *discrezione* soit nécessaire pour mener à bien cette activité de l'esprit. D'autre part, en notant que dans le *ricordo* Q² 24 (repris à l'identique dans la rédaction B) Guicciardini, tout en reprenant la thèse de l'importance de l'expérience (« *la esperienza insegna molto* »), ajoute que cet effet positif de l'expérience est d'autant plus efficace qu'elle concerne quelqu'un qui possède des qualités d'intelligence que donne ou pas la nature (« *e più ne' cervelli grandi che ne' piccoli* »). Il me paraît dès lors possible de dire qu'il n'y a pas contradiction entre la connaissance par *la discrezione* et celle par *la esperienza* et que l'insistance éventuelle sur un des deux aspects plutôt que sur l'autre est liée aux circonstances considérées et à leur domaine d'application.

« *Co' libri non mai* » ?

Ce qui est certain, c'est que tous les *ricordi* de la rédaction C que nous venons de considérer, qu'ils insistent sur *la esperienza* ou sur *la discrezione*, disent nettement que les livres et les règles qui y sont écrites ne permettent ni de comprendre ni d'agir (« *È grande errore parlare delle cose del mondo [...] per regola; [...]; e queste distinzione ed eccezione non si trovano scritte in su' libri* », C 6; « *co' libri non mai* », C 186. En les comparant avec les formulations des rédactions antérieures, on note qu'il y a une **évolution nette** : dans les rédactions antérieures Guicciardini avait en quelque sorte forgé la métaphore du « *libro della dicrezione* » qui faisait le pendant des livres sur lesquels les règles pouvaient être écrites. Il fallait donc connaître les règles en ayant lu les livres mais bien avoir en tête que ce n'était pas forcément suffisant pour comprendre et pour agir. L'insistance sur la méfiance vis-à-vis de la seule connaissance des règles par les livres paraît donc indubitable et une des explications probables est sans doute l'expérience même de Guicciardini : avec le temps, le maniement des affaires et donc l'accroissement des expériences et de l'expérience (*Defensoria* : « *avendo io già molti anni fatto in tanti modi ed in tanti luoghi esperienza di me, ed essendo non per una esperienza sola di uno di, ma per molte...* »), il tend à insister sur **la varietà delle circostanze** qui ne permet pas de raisonner et d'agir à partir des règles ou des livres.

Dans le *Dialogo del reggimento di Firenze*, c'est bien l'expérience qui fonde la connaissance des « choses publiques et civiles » dont fait preuve Bernardo del Nero : ses interlocuteurs lui font confiance précisément pour cette raison (Piero Guicciardini : « *Io per me non so che maggiore diletto mi potessi avere, che udire parlare delle cose pubbliche e civili uno uomo di grande età e di singolare prudenzia, che non ha imparato queste cose in su' libri da' filosofi, ma con la esperienza e con le azioni, che è el modo vero dello imparare.* » ; Piero Capponi : « *E chi potremo noi avere migliore maestro che Bernardo, el quale, e per el giudicio suo naturale che è perfettissimo e per la esperienza grandissima che gli ha dato la età e lo avere maneggiato sempre queste faccende, credo ne sappia, per parlare modestamente, quanto filosofo che fussi mai.* ») Mais on notera que Bernardo, homme d'expérience s'il en fut, rappelle à ses interlocuteurs et amis l'importance des lettres et de la raison : « *Io sono contento avere con voi questo ragionamento, non meno per imparare che per insegnarvi, perché quello poco che io intendo di queste cose, lo so solo per esperienza, della quale nessuno di voi manca, avendo già più e più anni sono, atteso alle cose dello stato; ed oltre a questo ed el naturale buono, avete davantaggio le lettere con le quali avete potuto imparare da' morti gli accidenti di molte età; dove io non ho potuto conversare se non co' vivi, né*

⁹ Thomas d'Aquin, *Sententia libri Metaphysicae*, lib. 1, l. 1, n. 20; « *L'expert réussit beaucoup mieux que celui qui n'a qu'un savoir théorique dénué de pratique.* »

vedere altre cose che de' miei tempi»; « Io sono uno di queglii che in queste cose *non allegherei mai la esperienza, se io non la vedessi accompagnata dalla ragione* ». On notera également que dans la rédaction C des *Ricordi*, Guicciardini insiste à de nombreuses reprises sur l'*utilité* de ces règles qu'il a écrites pour les siens : « Leggete spesso e considerate bene questi ricordi », C 9; « e questo ricordo consideratelo bene, ché tuttodì viene in fatto », C 116; « e tenete a mente questo ricordo, perché molti ci errano », C 150; « e questo è ricordo importante e da avvertire », C162; « Usate questo ricordo », C 192; « e questo [...] serve spesso non manco alle cose private che alle pubbliche », C 197. La méfiance vis-à-vis des *regole* et des *libri* est donc à comprendre comme *une précaution méthodologique et non comme un refus*. Cette précaution méthodologique, on peut la lire par analogie dans le *ricordo* B 43. Après une série de *ricordi* [B39-B42] dans lesquels Guicciardini met en garde sur la façon de faire des bienfaits, il précise à ses lecteurs qu'il ne faudrait pas comprendre ces remarques comme des incitations à ne pas en faire mais simplement à ne pas les faire sans avoir conscience des limites et des risques: « Ho posto e ricordi prossimi perché sappiate vivere e cognoscere quello che le cose pesano, non per farvi ritirare dal beneficiare ».

Cette précaution méthodologique est sans doute à étendre et à mettre à l'œuvre dans les réflexions sur le lien *regole, libri, discrezione, esperienza*. Il est d'ailleurs notable que, dans les derniers mots de sa *Consolatoria*, Guicciardini se présente lui-même comme relevant de cet ensemble de qualités nécessaires au jurisconsulte et à l'homme politique¹⁰ : « persona piena di notizia di lettere, piena di virtù, e finalmente piena di animo e di esperienza¹¹ ». Ne trouve-t-on pas là l'ensemble des éléments que nous avons relevés au fil de notre parcours visant à comprendre quel sens notre auteur donne à l'écriture et à l'usage de ses *ricordi* ? Il faut des qualités que donne la nature, la connaissances des lettres (et on peut être certain que la tradition juridique en fait partie) et l'expérience, dernier mot emblématique du texte. On comprend dès lors qu'il ait mis en évidence la difficulté qu'il y avait à « trouver » puis à « suivre » ces *ricordi* ! Pour Guicciardini, l'acteur politique qui peut parvenir, bien que ce ne soit pas facile, à *trovare* et aussi à *eseguire* des *ricordi*, doit avoir appris dans les livres qu'il y a des règles et des exceptions, il doit avoir reçu de la nature le don de la *discrezione* et il doit avoir acquis de l'expérience « en maniant les affaires ». On a noté, d'une formulation à l'autre, des différences d'insistance sur l'un des trois aspects ; on peut désormais fournir un cadre interprétatif à ces inflexions : la précaution méthodologique qui tend à mettre en évidence les risques de toute position unilatérale¹² ; la différenciation entre les domaines

¹⁰ La comparaison entre le politique et le juge est faite explicitement dans le passage de la *Storia d'Italia*, II, 2 où Guicciardini donne la parole, à propos de la réforme du gouvernement de Florence en 1494, à Guidantonio Vespucci, « giuriconsulto famoso e uomo di ingegno e destrezza singolare » : Perché io so pure che la ragione insegna, che l'esperienza lo dimostra e l'autorità de' valent'uomini lo conferma, che in tanta moltitudine non si truova tale prudenza tale esperienza tale ordine per il quale promettere ci possiamo che i savi abbino a essere anteposti agli ignoranti, i buoni a' cattivi, gli sperimentati a queglii che non hanno mai maneggiato faccenda alcuna. Perché, come da uno giudice incapace e imperito non si possono aspettare sentenze rette così da uno popolo che è pieno di confusione e di ignoranza non si può aspettare, se non per caso, elezione o deliberazione prudente o ragionevole.

¹¹ E così se tu consideri questa misura e come cristiano e come filosofo ed uomo del mondo, troverai o che questa vita è più desiderabile o almanco non tanto peggiore che meriti querela, ed oltre che è così debita e conveniente, consiste ancora in questo l'onore e riputazione tua, che tu ti ci disponghi ed accomodi, in modo che non paia uomo che nascessi ieri né che non abbi provato niente delle cose del mondo, ma che abbia a essere cognosciuto da ognuno, persona piena di notizia di lettere, piena di virtù, e finalmente piena di animo e di esperienza.

¹² Notamment exprimée dans les *ricordi* B 175 et C 188. B 175: Tanto più si cade in quello estremo che tu fuggi, quanto più per discostartene ti ritiri in verso l'altro estremo, non ti sapendo fermare in sul mezzo. Però e governi popolari, quanto più per fuggire la tirannide si accostano alla licenza, tanto più vi caggiono dentro. Ma e nostri di Firenze non intendono questa grammatica. C 188 : Quanto più ti discosti dal mezzo per fuggire uno degli estremi, tanto più cadi in quello estremo di che tu temi o in uno altro che ha el male pari a quello. E quanto più vuoi cavare frutto di quella cosa che tu godi, tanto più presto finisce el goderla e trarne frutto: verbigratia uno

d'application (pour certaines activités – il *maneggiare faccende*, agir dans le domaine politique ou faire la guerre – l'expérience est déterminante et son rôle l'emporte sur toute autre considération, mais il n'en reste pas moins que ce sont ceux qui possèdent la *discrezione* qui peuvent le mieux en profiter), et enfin l'hypothèse d'une évolution dans le temps liée à l'idée que l'expérience engendre l'expérience et renforce la conscience de son utilité.

Résumé

Ecriture et réécriture des *Ricordi*: règles et expérience

L'hypothèse qui fonde cette approche consiste à considérer la forme *ricordo* comme une caractéristique de longue durée, voire permanente, de l'écriture de Francesco Guicciardini. L'article entend poser aux textes (les *Ricordi*, le *Dialogo del reggimento di Firenze* et, dans une moindre mesure, la *Storia d'Italia*) la question du sens de l'écriture (qu'entend faire Guicciardini en écrivant et en réécrivant des *ricordi* ?) et celle de la façon dont naissent les *ricordi* (quelles connaissances, quelles expériences sont nécessaires pour les écrire puis pour en tirer profit ?). Le parcours dans les textes montre que, pour Guicciardini, l'acteur politique doit, pour « trouver » des *ricordi* puis pour les « suivre », avoir appris dans les livres qu'il y a des règles et des exceptions, il doit avoir reçu de la nature le don de la *discrezione* [le discernement] et il doit avoir acquis de l'expérience « en maniant les affaires ». Les différences d'inflexion que l'on note entre ces trois aspects naissent d'une précaution méthodologique, de la différenciation des domaines d'application et d'une évolution au fil du temps et de la « condition des temps ».

Riassunto

Scrittura e riscrittura dei *Ricordi* : regole e esperienza

L'ipotesi fondante del nostro approccio consiste a considerare la forma « ricordo » come una caratteristica di lunga durata (e forse permanente) della scrittura guicciardiniana. Il saggio intende porre ai testi (i *Ricordi*, il *Dialogo del reggimento di Firenze* e, in misura minore, la *Storia d'Italia*) le seguenti domande : qual'è il senso della scrittura ? (cioè cosa intende fare il Guicciardini quando scrive e riscrive dei ricordi ?) ; come nascono i ricordi (cioè quali sono i saperi e le esperienze necessarie per scriverli e per adoperarli ?). Il percorso nei testi mostra che, per Guicciardini, l'attore politico deve, per « trovare » dei ricordi e poi per « eseguirli », aver imparato nei libri che ci sono « regole » e « eccezione », la natura gli deve aver dato la « discrezione » ed egli deve aver fatto diverse esperienze « maneggiando faccende ». Le differenze di focalizzazione su uno di questi aspetti nascono da una precauzione metodologica, dalla differenza tra i domini di applicazione e da un'evoluzione legata al passare del tempo e alla stessa « condizione de' tempi ».

CAPITOLO V

L'ORIGINE DEI «RICORDI»: REGULAE, EXEMPLA, PARTICULARI E IL GIUDIZIO SU MACHIAVELLI

Chi si interroghi su che cosa siano i *Ricordi*, dovrà necessariamente transitare dal ricordo C 6, meglio ancora nella sua redazione A (11), il cui *incipit* è di per sé rivelatore: «Questi ricordi sono regole»¹. Le regole cui pensa Guicciardini sono naturalmente le regole cui poteva pensare un giurista del primo '500; si tratta di regole assai distanti da quelle matematiche, tipiche del razionalismo di epoca successiva. E poiché egli proveniva dalla scuola di un maestro come Decio, che fu tra i più acuti commentatori del titolo *De regulis iuris* del *Digesto*, non si stenta a credere che avesse in mente proprio le *regulae iuris*, nel momento in cui fermava su carta quel suo particolare avvertimento.

Guicciardini può in tal modo essere indicato come un convinto assertore dell'esistenza di regole e norme prescrittive che potevano ben esser tratte dalla viva esperienza politica. Restano da intendere le caratteristiche intrinseche di queste 'regole'. Guicciardini attinge a una logica, forse mai prima di allora applicata alla politica, ma non certo nuova per coloro che alla politica giungevano, come naturale destinazione,

¹ FRANCESCO GUICCIARDINI, *Ricordi*, cit., p. 11. Si veda per tutto ciò P. CARTA, *Guicciardini scettico?*, cit., insieme a D. QUAGLIONI, *Politica e diritto in Guicciardini*, cit. Del medesimo tenore il passo del *Dialogo*, che si lega alla redazione A del ricordo in esame: «Ogni regola ha delle eccezioni, le quali nelle cose del mondo si insegnano più con la discrezione che possino distinguersi abastanza, o che si truovino scritte in su' libri: bisogna siano distinte dal giudicio di chi considera le circostanze de' casi. Se bene qualche volta per varie cagioni particolari la neutralità è buona ancora fuori de' termini che io ho detto, nondimanco universalmente non è buona, e chi ha giudicio e considera in su che ragione è fondata questa conclusione, facilmente, quando e' casi vengano, gli sa distinguere e risolvere bene» (FRANCESCO GUICCIARDINI, *Dialogo del reggimento di Firenze*, a c. di G. M. Anselmi e C. Varotti, Torino, Bollati Boringhieri, 1994, p. 104).

dagli studi giuridici. Si apprezzi il ricordo nella successiva redazione C 6²:

È grande errore parlare delle cose del mondo indistintamente e assolutamente e, per dire così, per regola; perché quasi tutte hanno distinzione e eccezione per la varietà delle circostanze, le quali non si possono fermare con una medesima misura: e queste distinzione ed eccezione non si trovano scritte in su' libri, ma bisogna le insegnare la discrezione.

La «diversa ragione» che può caratterizzare il caso particolare rispetto alla regola generale, afferma Guicciardini, pone in crisi la regola stessa, aprendo il campo alla «discrezione». La discrezione, con la quale il politico compie la propria 'scelta' in piena responsabilità, in questo caso non è molto dissimile dalla coscienza del giudice chiamato a giudicare dei casi particolari non ricompresi nella legge, la quale per definizione stabilisce solo ciò che per lo più accade – «quod plerumque accidit» – potendo tener conto unicamente della «normalità» ma non delle circostanze particolari (C 113)³:

Erra chi crede che la legge rimetta mai cosa alcuna in arbitrio – cioè in libera volontà – del giudice, perché la non lo fa mai padrone di dare e tôrre: ma perché sono alcuni casi che è stato impossibile che la legge determini con regola certa, gli rimette in arbitrio del giudice, cioè che el giudice, considerate le circostanze e qualità tutte del caso, ne determini quello che gli pare e secondo la sinderesi e coscienza sua.

Con il termine «arbitrio», cioè «la libera volontà del giudice», in questo caso, Guicciardini non intende certo la discrezionalità o il libero convincimento, ma appunto «la sinderesi», il discernimento morale, «la coscienza» che per un giurista del Cinquecento significa fondamentalmente *religio*, *aequitas*, *ratio*, cioè la ragionevolezza che è propria del diritto e con la quale è possibile pervenire a un giudizio anche per le fattispecie particolari del tutto nuove rispetto ai precedenti, agli *exempla*. Il ricordo in esame si chiude infatti con la constatazione che «benché el giudice non possa della sentenza sua starne a sindacato degli uomini, ne ha a stare a sindacato di Dio, el quale conosce se gli ha

² FRANCESCO GUICCIARDINI, *Ricordi*, cit., p. 11.

³ *Ibid.*, p. 124. Per gli sviluppi canonistici e civilistici del concetto di «sinderesi» si rinvia a E. CORTESE, *La norma giuridica*, I, Milano, Giuffrè, 1962 (rist. 1995), pp. 39-43.

o giudicato o donato». Al giudice dunque è fatto espresso divieto di rendere un giudizio iniquo. L'*arbitrium*, che rivela anche l'assunzione di responsabilità del giurista, può essere dunque considerato come chiave dell'intero «sistema» giuridico, nel quale è calato il pensiero guicciardiniano, «poiché serve al sistema per funzionare»: è la discrezione che chiude un ordine, ancora distante da qualunque ambizione di certezza e completezza, attraverso «una stabile e costruttiva relazione tra fenomeno giuridico e dimensione concreta»⁴. In tal modo, per l'esatta comprensione del pensiero di Guicciardini, è necessario distanziarsi dalla nostra idea di «discrezionalità», così come si esprime in ambito giuridico e che si trova in un rapporto di discontinuità rispetto all'interpretazione, all'elemento creativo del diritto, alla «speculazione», dunque, per dirla con le sue parole. Si è in questo frangente voluto accostare di proposito i termini *arbitrium*, *discretio* e *iudicium*, poiché tale accostamento, riproposto regolarmente dal Guicciardini, appartiene alla tradizione giuridica cui la sua riflessione si lega. È infatti frequente ritrovare espressioni come quella riportata nel *Repertorium* del Bertacchini, che il Guicciardini doveva tenere aperto nel suo scrittoio: «Discretio et iudicium sunt idem» o ancora quella di Giorgio Natta, secondo il quale, «iudicium aequiparatur discretioni, sed discretio significat arbitrium boni viri»⁵. Altre del medesimo tenore si ritrovano in giuristi come Alessandro Tartagni e Paride Dal Pozzo. Nel nesso *arbitrium*–*iudicium*–*discretio* si scopre dunque anche l'esigenza tutta guicciardiniana di garantire il perpetuarsi delle regole nell'esperienza concreta, dalle quali, peraltro, esse traggono la propria origine, mediante l'appello alla coscienza del giudice. Giacché proprio con i termini *conscientia* e *voluntas*, il giurista individua l'elemento soggettivo dell'*arbitrium*. Anche all'*arbitrium* dunque si riconoscono in tal modo i caratteri della *discretio*, cioè della facoltà di discernimento: discernere; riconoscere; separare e dividere; distinguere, cioè passare dal *genus* alla *species*, dal generale al «particolare».

Nel ricordo C 114, dedicato alla difficoltà di discorrere sul futuro, fondando le proprie argomentazioni esclusivamente su quanto scritto da altri, si legge che tali argomentazioni, «dependendo di mano in

⁴ Per tutto ciò si rinvia a M. MECCARELLI, *Arbitrium. Un aspetto sistematico degli ordinamenti giuridici in età di diritto comune*, Milano, Giuffrè, 1998. Per il Bertacchini, cfr. GIOVANNI BERTACCHINI, *Repertorium juris utriusque*, Lyon, J. Liber, 1499, v. «Arbitrium», ff. 72r-73r e soprattutto v. «Discretio», f. 291v.

⁵ Cfr. M. MECCARELLI, *Arbitrium*, cit., pp. 3-22.

mano l'una conclusione dall'altra, l'una che ne manchi, riescono vane tutte quelle che se ne deducono; e ogni minimo particolare che varii, è atto a fare variare una conclusione»⁶. Ogni minimo particolare che varia, vizia la conclusione e dunque la regola, che perde in tal modo la sua efficacia. È dunque «fallacissimo il giudicare per gli esempli», avverte Guicciardini, «perché se non sono simili in tutto e per tutto, non servono, conciosia che ogni minima varietà nel caso può essere causa di grandissima variazione nello effetto: e el discernere questa varietà, quando sono piccole, vuole buono e perspicace occhio»⁷.

Guicciardini in questo frangente doveva avere ben in mente il monito giustiniano per cui «non exemplis sed legibus iudicandum est»⁸. L'avvertimento di Giustiniano implicava una svalutazione del 'precedente' nel processo giudiziario, cioè in sede di formulazione del giudizio: l'*exemplum* non era di per sé vincolante, qualora ritenuto errato o inadeguato⁹. La condizione necessaria per l'applicazione degli 'esempi' è la completa similitudine delle circostanze, perché, mancando tale condizione, gli esempi non hanno più alcuna efficacia ai fini del giudizio. Guicciardini, d'altra parte sapeva bene che tale debolezza non appartiene né alle leggi, né alle *regulae iuris*, poiché per queste ultime entra in gioco la *coniunctio rationum*, dalla quale la legge trae la propria origine e tuttavia è solo in quel caso che il procedimento *ad similia*, «ubi est eadem ratio, ibi idem ius», ha valore.

Solo attraverso questo schema mentale è possibile comprendere il ricordo C 76¹⁰, che ritroviamo incastonato anche nel *Dialogo del reggimento di Firenze*, e il ricordo 110 della redazione C¹¹:

⁶ FRANCESCO GUICCIARDINI, *Ricordi*, cit., p. 125.

⁷ *Ibid.*, p. 128.

⁸ C. 7, 45, 13.

⁹ Cfr. D. SEGOLONI, 'Practica', 'Practicus', 'Practicare' in Bartolo e Baldo, in *L'educazione giuridica*, II, *Profili storici*, a c. di A. Giuliani e N. Picardi, Perugia, Libreria Editrice Universitaria, 1979, pp. 52-103; p. 61: «La sentenza appare comunque un'interpretazione del giudice, poiché 'non exemplis, sed legibus iudicandum est' [...]: la sua rationabilitas può fare della sentenza un ottimo precedente, ma la sua validità è sempre limitata 'inter partes'. Anche se abituale, l'interpretazione del foro, in se stessa, ha il solo significato e il peso della communis opinio che deve prevalere nei casi dubbi. Essa 'transit in consuetudinem' soltanto quando può dedursene il tacito consenso del popolo che è la causa prossima della consuetudine stessa».

¹⁰ FRANCESCO GUICCIARDINI, *Dialogo del reggimento di Firenze*, cit., p. 36.

¹¹ *Id.*, *Ricordi*, cit., C 110, p. 121. Cfr. *Id.*, *Dialogo del reggimento di Firenze*, cit., p. 105: «Né mi allegate in contrario lo esempio de' romani, che benché avessino el governo libero e largo, acquistorono tanto imperio; perché ancora che poco sia mia pro-

Quanto si ingannano coloro che a ogni parola allegano e Romani! Bisognerebbe avere una città condizionata come era loro, e poi governarsi secondo quello essempro: el quale a chi ha le qualità disproporzionate è tanto disproporzionato, quanto sarebbe volere che uno asino facessi el corso di uno cavallo.

Guicciardini, come si è detto, si mostra saldamente ancorato alla riflessione giuridica; egli parrebbe aver assunto il diritto come abito privilegiato mediante il quale osservare il mondo politico nel suo svolgimento storico. I ricordi ora considerati, chiariscono dunque al lettore quanto «extravagante» dovette apparire al suo autore quell'incitamento a modellarsi sugli *exempla* dell'antica Roma, che introduceva i *Discorsi sopra la prima deca di Tito Livio* (benché sia forse riduttivo mettere in relazione l'avvertimento unicamente con il metodo machiavelliano). La pericolosità dell'applicazione alla politica di un non corretto procedimento *ad similia*, fondato sull'«incondizionata» imitazione degli *exempla*, era comunque ben noto ai più scaltri giuristi di quella generazione; esso poneva in discussione un'intera tradizione dottrinale, dalla quale in molti pensavano ancora che anche la politica avrebbe dovuto trarre le proprie regole. Poco meno di cinquanta anni dopo l'ultima stesura dei *Ricordi*, Jean Bodin, impegnato anch'egli da giurista, come il Guicciardini, a svalutare il carattere vincolante del 'precedente' e a riconoscere l'inutilità delle raccolte di 'sentenze' ai fini pratici, ricordò persino che

fessione parlare di cose antiche, non avendo notizia se non per relazione di altri ed in pezzi, o per qualche libro fatto vulgare, che credo siano assai male translatati, a me non pare che el modo del governo di Roma fussi di qualità da fondare tanta grandezza; perché era composto in modo da partorire molte discordie e tumulti, tanto che se non avessi supplito la virtù delle arme, che fu tra loro vivissima ed ordinatissima, credo certo che non arebbono fatto progresso grande. E questa fece effetti non manco in comparazione a tempo de' re, che facessi poi sotto la libertà; e dove si fa el fondamento in sulle arme proprie, massime eccellenti ed efficaci come erano le loro, si può intermettere quella vigilanza e diligenza sottile che è necessaria a chi si regge in su le pratiche ed aggiramenti. Né avevano allora e' capi della città a durare fatica a persuadere al popolo che pigliassi una impresa nuova, o per ovviare a uno pericolo o per augumentare lo imperio, perché erano uomini militari, e che non sapevano vivere senza guerra, che era la bottega donde cavavano ricchezze, onori e riputazione. Però non si può regolare secondo questi esempli chi non ha le cose con le condizione e qualità che avevano loro». Il medesimo concetto ritorna nella *Storia d'Italia* con riferimento a Piero de' Medici: «Ma è senza dubbio molto pericoloso il governarsi con gli esempli se non concorrono, non solo in generale ma in tutti i particolari, le medesime ragioni, se le cose non sono regolate con la medesima prudenza, e se, oltre a tutti gli altri fondamenti, non v'ha la parte sua la medesima fortuna» (Id., *Storia d'Italia*, I, 14, cit., I, p. 98).

alcuni giureconsulti avevano «osato dire che non c'era caso che non fosse contemplato nel diritto romano».¹²

Non a caso l'espressione con cui Guicciardini si rivolge ironicamente all'amico Machiavelli nella celebre lettera inviata da Modena il 18 maggio 1521 («essendo voi sempre stato *ut plurimum* extravagante di opinione dalle commune et inventore di cose nuove et insolite»), è assai frequente nelle dispute giuridiche del tempo. In tal modo ad esempio l'Alciato, ma soprattutto il suo maestro Decio, si esprimevano a proposito di Bartolomeo Sozzini: «Moris sui est *deviare a communi opinione*, et regulis iuris»; e ancora «dicta sua in hoc non sunt vera, quia *deviant a communi sententia, et a regulis iuris*, prout saepe numero facit»¹³. Deviare («extravagante»), dunque, dall'opinione comune («communis opinio»), da quanto la dottrina considera autorevole; inventore di cose «nuove et insolite», contrarie alle *regulae iuris*; nuove e insolite rispetto a quanto il diritto individuava con gli avverbi «regulariter» e «generaliter», ponendoli all'inizio o alla fine delle regole. Si sta in questo caso parlando di giuristi, particolarmente Decio e Sozzini, con i quali Francesco Guicciardini ebbe diretta familiarità. Dalla scuola di Sozzini provenivano, infatti, almeno due professori del Guicciardini, Francesco Pepi e soprattutto, il già ricordato Carlo Ruini¹⁴. Credo si possa affermare con una qualche sicurezza che a tali espressioni si riferisse il Guicciardini nel giudicare Machiavelli.

Per comprendere quale ironia stesse dietro l'espressione guicciardiniana rivolta all'amico, in quel dialogo perpetrato fuori dalle accademie, bisognerà chiarire brevemente che cosa rappresentasse all'epoca la *communis opinio*. Quando «un parere dottrinale apparve seguito da giuristi di spicco, e in gran corteo, e per lungo tempo, lo si qualificò comune, corrente; tale qualifica finì col creargli intorno una

¹² JEAN BODIN, *I sei libri dello Stato*, III, a c. di M. Isnardi Parente e D. Quagliani, Torino, Utet, 1997, p. 581.

¹³ PHILIPPUS DECIVS, *Consiliorum, siue Responsorum praestantissimi iurisconsulti Philippi Decii Mediolanensis*, I, Venetiis, pro Societate ad signum Aquilae, Hyeronimus Polus excudebat, 1581, c. CLXX, f. 182r; ANDREAS ALCIATIUS, *Responsa*, Lugduni, Petrus Fradin excudebat, 1561, c. 674, f. 674r: «More suo consuluerit contra communem opinionem [...]». Entrambi i giudizi sono riportati anche in PAULUS FRANCISCUS PERREMTUS, *Conflictus iureconsultorum inter sese discrepantium*, II, 2, Paenormi, Ex Typographia Petri de Isola, 1662, p. 354.

¹⁴ Cfr. R. BARGAGLI, *Bartolomeo Sozzini*, cit., p. 222. Per una diffusa esposizione delle dispute che videro contrapposti Filippo Decio a Bartolomeo Sozzini e Carlo Ruini cfr. FRANCISCUS PERREMTUS, *Conflictus iureconsultorum inter sese discrepantium*, II, 1, cit., pp. 401-459; II, 2, pp. 279-316; 325-354.

sorta di vischiosità che attraeva e induceva all'adesione generale, rendendo difficile contestarlo e discostarsene». Benché la *communis opinio* non avesse di per sé valore vincolante, mancandole il requisito della necessità, nel '500 fu giudicato pericoloso non attenersi; anzi quei giudici che avessero futilmente contrastato la *communis opinio*, cioè deviato ed «estravagato» per dirla con Guicciardini, sarebbero potuti incorrere in malanni e guai¹⁵.

Sono proprio questi continui riferimenti alle *regulae iuris*, alle «ragioni» e ai «particolari», che possono dunque fornire l'indicazione di un sentiero da percorrere per giungere a una più profonda comprensione del 'metodo' guicciardiniano. Per uomini come il Guicciardini, ma anche per il Machiavelli, «parlare secondo ragione» manifesta la volontà di dar vita a un discorso politico, che si approssimi quanto più possibile a quella ragionevolezza, propria innanzitutto del diritto. Gli scritti di entrambi, di ciascuno a proprio modo, sono il riflesso di questi tentativi, e la novità sta proprio nell'aver quanto meno provato a compiere il passo. Il loro vocabolario attinge però ancora a piene mani dal lessico giuridico, e se il discorso vale per Machiavelli, vale ancor di più per Guicciardini¹⁶. La sua logica è la logica giuridica applicata, con le dovute cautele, alla politica. Ciò è quanto mai evidente proprio nei momenti in cui Guicciardini con difficoltà è costretto ad ammettere, che è impossibile 'mantenere' gli Stati secondo coscienza, cioè secondo quei principi equitativi propri del diritto, data la loro origine violenta e dunque illegittima. È ad esempio il caso del ricordo C 48 cui si è accennato in apertura e che l'autore presenta provocatoriamente al modo

¹⁵ E. CORTESE, *Il Diritto nella Storia Medievale*, II, *Il Basso Medioevo*, Roma, Il Cigno, 1996, pp. 460-461. Sull'importanza della *communis opinio* nel giudizio guicciardiniano si rinvia a D. QUAGLIONI, *Politica e diritto in Guicciardini*, cit., p. 191.

¹⁶ Come è stato ampiamente dimostrato per il Machiavelli da D. QUAGLIONI, *Machiavelli e la lingua della giurisprudenza*, cit. Anche l'indicazione delle *Quaestiones mercuriales* di Giovanni d'Andrea, individuate di recente da Carlo Ginzburg quale fonte della *Mandragola* (Machiavelli, *l'eccezione e la regola*, cit.), confermano l'idea che la letteratura giuridica fosse tutt'altro che estranea all'universo politico e letterario del tempo. Va per di più sottolineato che proprio le *Quaestiones mercuriales* (così dette perché disputate il mercoledì), le quali stavano nello scaffale della libreria di Bernardo Machiavelli, dottore in legge e padre di Niccolò, riguardavano espressamente le *regulae iuris* del *Sextus*, composte ad imitazione del titolo del *Digesto* e al quale il prestigioso canonista non mancava di fare costante riferimento. Si veda per tutto ciò S. KUTTNER, *Studies in the History of Medieval Canon Law*, Aldershot, Hampshire – Brookfield, Variorum, Ashgate, 1991 e per una più estesa bibliografia E. CORTESE, *Il diritto nella storia medievale*, II, cit., pp. 381-383.

di una «regola certa», tanto che l'avvertimento si chiude, escludendo le possibili eccezioni dell'Imperatore e del potere ecclesiastico¹⁷:

Non si può tenere Stati secondo coscienza, perché – chi considera la origine loro – tutti sono violenti, da quelli delle repubbliche nella patria propria in fuora, e non altrove: e da questa regola non eccettuo lo imperadore e manco e preti, la violenza de' quali è doppia, perché ci sforzano con le armi temporale e con le spirituale.

Solo un giurista, attento scrutatore dei mutamenti in atto nel diritto pubblico, poteva formalmente concepire un tale avvertimento: per la brevità della regola enunciata, per la *ratio* esposta e soprattutto per la chiusa, volta ad escludere eventuali eccezioni altrimenti non comprese nella regola al fine di ampliare in modo prescrittivo la portata della stessa.

È a questo proposito interessante comprendere in che direzione si mosse la riflessione teorica di Filippo Decio, intorno a quali snodi della scienza giuridica egli scelse di indagare, per cogliere se esista un nesso che lega le idee del maestro alla straordinaria sensibilità dell'allievo per le «regole», le «eccezioni» e i «particolari», forse il suo tratto più interessante e originale. Accanto ai *Consilia*, destinati a finalità pratiche e pubblicati fin dal 1508, e in certa misura più ancora dei *Consilia*, il volume più diffuso di Filippo Decio fu il suo commento al titolo *De regulis iuris* del *Digesto*, il 'libro delle regole' per eccellenza.

Il commento al *De regulis iuris*, frutto di riflessioni maturate nel corso di molte lezioni, fu infatti ripetutamente stampato fin dal 1521

¹⁷ FRANCESCO GUICCIARDINI, *Ricordi*, cit., C 48, p. 57. La medesima idea, sia pur slegata dalla questione dell'«origine» era già presente nel *Discorso di Logrogno* del 1512: «Non è altro lo stato e lo imperio che una violenza sopra e' sudditi, palliata in alcuni con qualche titolo di onestà». (FRANCESCO GUICCIARDINI, *Discorso di Logrogno*, in ID., *La libertà moderata*, a c. di G. M. Barbuto, Torino, La Rosa Editrice, 2000, p. 7). Si vedano anche i motivi umanistici presenti nelle *Cose fiorentine*, cit., p. 24: «Non voglio affermare che questa electione di Carlo [Magno] fussi iuridica, ma consentirò facilmente a chi dirà el contrario, se mi mostrerà che anche fussi iuridica quella degl'altri imperadori, et che e' titoli degli Stati et de' principati naschino più dalla disposizione delle legge che dalla forza delle arme o dalla occasione delle cose, dalle quali pigliano anchora regola le congiunctione o le inimicizie de' principi» (Il passo è rievocato, sulla scorta del commento di Emilio Pasquini, da G. MASI, *Note ai Ricordi*, in FRANCESCO GUICCIARDINI, *Ricordi*, a c. di G. Masi, Milano, Mursia, 1994, p. 178).

e per tutta la durata del secolo¹⁸. Leggere e commentare il *De regulis iuris* significava pressappoco intraprendere un percorso che oggi chiameremmo di 'teoria generale del diritto'. Si trattava di indagare sulla regolarità, dunque sulle regole e sulla loro validità dinanzi ai casi particolari e alle eccezioni: si trattava di comprendere la 'normalità' e quindi di sottoporla alla esperienza concreta dei casi particolari. A ciò si aggiungeva l'insegnamento pratico della scrittura delle regole.

La «rubrica», firmata «Philippus Decius Valentiae»¹⁹, e finalizzata ad introdurre il volume a stampa anticipandone il piano nei suoi contenuti, si apre con una dichiarazione esplicita: le regole giuridiche, brevi, generali ed essenziali, fondate sull'esperienza, sono tutte soggette ad eccezioni, legate ai casi particolari, che possono essere previsti o meno dalla regola generale. Il giurista procede chiarendo in primo luogo che cosa è una regola, ciò che essa deve contenere e quale differenza esiste tra la realtà concreta e l'esiguo numero di parole a nostra disposizione per spiegarla, poiché la regola si compone di vocaboli, i quali, per loro stessa natura, sono passibili di interpretazioni differenti²⁰:

Brevemente vorrei dirvi che la regola, in senso assoluto, la si intende come ordine per il fatto che ordina e ci guida rettamente; essa, tuttavia, varia a seconda della materia [...]. Qualche volta è assunta quale modo e regola di vita e sotto questo aspetto qualsivoglia legge anche non ecclesiastica si chiama regola.

Chi ha presente il *De regulis iuris* sa bene che si tratta di brevi moniti per il giurista enumerati singolarmente e fondati sull'esperienza, si tratta in qualche modo di veri e propri 'ricordi' dal carattere generale,

¹⁸ PHILIPPUS DECIUS, *De regulis iuris novissime edita in florentissima universitate Valentie...*, Lugduni, Joannis Marion, 1521. Il volume fu ristampato a Lione (1528; 1530; 1534; 1539; 1542; 1545; 1546; 1558; 1561; 1568; 1578; 1588), a Venezia (1562; 1564; 1571; 1581; 1585; 1590) e nel resto d'Europa fino al '600. L'edizione dalla quale cito è quella veneziana del 1585 (Apud Petrum Marinellum).

¹⁹ Fin dal 1512 Decio insegnava a Valence, ove aveva ottenuto oltre alla cattedra, anche la nomina a membro del Parlamento. Cfr. A. MAZZACANE, *Decio Filippo*, cit., pp. 557-558.

²⁰ PHILIPPUS DECIUS, *De rugulis iuris*, cit., f. 1v-2r: «Et breviter placet ut dicamus quod regula absolute pro ordine accipitur, eo quod regat et recte ducat: ut colligitur in d. c. regula 3 dist. in prin. [c. 2, D. III] variatur tamen secundum subiectam materiam, vel ratione qualitatis adiunctae. Nam quandoque pro modo et ordine vivendi accipitur. d. c. regula post princ. Et isto respectu quaelibet lex, etiam laicorum, regula appellatur».

che si concludono sovente con avvertimenti di prudenza interpretativa²¹.

Conclusa la «rubrica» introduttiva, il commento di Decio si apre con la lunghissima esegesi testuale della prima e più importante tra le *regulae iuris*, quella di Paolo²²:

Regula est quae rem, quae est, breviter enarrat: non ut regula ius sumatur, sed ex iure, quod est regula fiat. Per regulam igitur brevis rerum narratio traditur, et [...] quasi causae coniunctio est: quae simul in aliquo vitiata est, perdit officium suum.

La regola è ciò che spiega brevemente una cosa così com'è: non perché dalla regola si tragga il diritto, ma perché è dal diritto che la regola trae la sua origine. Per mezzo della regola, dunque, si trasmette una breve spiegazione delle cose, ed è per così dire una relazione di cause, la quale, non appena è viziata in qualche punto, perde la sua efficacia, la sua funzione²³.

Era questa la prima delle *regulae iuris* che anche il Guicciardini dovette sentir commentata dal Decio. Rileggiamo alcuni avvertimenti guicciardiniani già citati in precedenza: «Questi ricordi sono regole, che in qualche caso particolare, che ha diversa ragione, hanno eccezione; ma quali siano questi casi particolari, si possono male insegnare altrimenti che con la discrezione». Infatti, «ogni minimo particolare che varii, è atto a fare variare una conclusione», cioè ogni minimo particolare che vizi la regola fa perdere la sua efficacia, come appunto si legge nella prima delle *regulae iuris*: «quae simul in aliquo vitiata est, perdit officium suum» (se è viziata appunto, perde la sua funzione).

Procediamo però con ordine e leggiamo il commento del maestro di Guicciardini²⁴:

²¹ Tra gli studi dedicati alle *regulae iuris* si ricorda P. STEIN, *Regulae Iuris: From Juristic Rules to Legal Maxims*, Edinburgh, University Press, 1966.

²² D. 50, 17, 1.

²³ Si veda parallelamente D. 50, 17, 202: «Omnis definitio in iure civili periculosa est: parum est enim, ut non subverti posset».

²⁴ PHILIPPUS DECIUS, *De regulis iuris*, cit., f. 3v: «Primo noto ibi, breviter enarrat, quod in regula brevis narratio et summaria esse debet. Et ideo per illum textum dicit Bal. in l. Gallus. §. j. in. 3 opp. ff. de liber. et posth. [D. 28, 2, 29] quod in legibus tradentibus regulam nihil superfluum esse debet. [...]. Et generaliter etiam in aliis brevis commendatur [...]. Et hoc intelligitur dummodo obscuritas non inducatur ut no. Bal. in. l. fi. C. de app. [C. 7, 62, 39]. Et ne contingat quod Horac. dicit: dum brevis esse laboro, obscurus fio ut per glo. in proœ. Digest. col. pe. in verbo compendium. Obscuritas enim

In primo luogo prendo qui in considerazione 'breviter enarrat', che sta a significare che nella regola deve esserci una narrazione breve e sommaria [...]; perché nelle leggi che esprimono una regola non ci deve essere niente di superfluo [...]. E in generale anche nelle altre si loda la brevità [...]. Ciò ha valore purché non ne derivi oscurità di pensiero [...]. E perché non accada ciò che dice Orazio: 'mentre mi sforzo di essere breve divento oscuro' [...]. E ciò vale soprattutto nella legge, che deve essere chiara. Per seconda cosa notate l'espressione 'ex iure, quod est regula fiat', perché non la regola fa il diritto ma essa viene tratta dal diritto quale è.

In questo frangente parrebbe quasi essere già in nuce lo schema di scrittura dei *Ricordi*. L'arte della scrittura breve potrebbe persino esser stata parte integrante dell'insegnamento che formò la mentalità del Guicciardini²⁵.

Non credo sia azzardato ricercare nel pensiero guicciardiniano un'eco dell'idea espressa da Decio intorno al fondamento empirico della regola: non è con le regole che si fa il diritto (o la politica nella riflessione del Guicciardini), ma è dal diritto (o dalla politica) che si traggono le regole. Esse nascono dall'esperienza, sebbene sia necessaria tutta la discrezione e la ragionevolezza per applicarle al caso particolare²⁶.

reprobatur. l. si legatario. §. fi. ff. de fidec. li. [D. 40, 5, 22] l. ita fidei. ff. de iur. fis. [D. 49, 14, 40]. Et presertim in lege quae debet esse clara. 4. dist. c. erit autem lex [c. 2, D. IV] et ca. fi. de constit. [c. 13, X, I, 2] et nihil magis proprium est legis, quam claritas [...]. Secundo noto ibi, ex iure, quod est, regula fiat, quod regula non facit ius, sed ipsa colligitur ex iure quod est».

²⁵ Una prova ulteriore dell'importanza delle *regulae iuris* nell'insegnamento ricevuto dal Guicciardini, questa volta allo Studio fiorentino, è data dal codice manoscritto Q. I. 18, conservato presso la Biblioteca Roncioniana di Prato, del suo primo maestro Iacopo Modesti da Prato e contenente vari scritti ad uso didattico (cc. 1r-73v, *Iacobus Modestus Pratensis, Summulae ex singulis Institutionum titulis excerptae*; cc. 74r-110r, *Regule et casus ex corpore iuris extractae*; cc. 126r-150v, *Regule iuris ex corpore iuris extractae*; cc. 153r-159r, *De signatura iustitiae*; cc. 163r-174v, *Collecta ex dictis doctorum*). Cfr. *Iter Italicum*, compiled by P. O. Kristeller, II, Leiden, Brill; London, The Warburg Institute, 1967, p. 80 e G. DOLEZALEK, *Verzeichnis der Handschriften zum römischen Recht bis 1600*, II, Frankfurt a. M., Max-Planck-Institut für europäische Rechtsgeschichte, 1972, n. n., «Prato, Biblioteca Roncioniana», alla segnatura del manoscritto.

²⁶ Sul processo decisionale e l'importanza dei 'casi particolari' si veda ancora la rubrica introduttiva di Filippo Decio: «pro decisione casus concurrentis prius ad casus particulares recurritur» - naturalmente qualora sia possibile reperirli - «in subsidium ad communes regulas iuris» [PHILIPPUS DECIUS, *De regulis iuris*, cit., f. 1r].

Restava da commentare il passo più complesso della regola di Paolo, quel detto di Sabino «quasi causae coniunctio», sul cui significato si era affaticata la lunga tradizione dei commentatori. La *Littera florentina*, sulla quale aveva iniziato a lavorare il Poliziano, presentava la differente e più affidabile lezione «causae coniectio», che rinviava direttamente all'istituto processuale del mondo latino, ma anche a una precisa figura retorica «che sotto il nome di *causae coniectio* rappresentava quel breve riassunto del tema svolto dall'oratore, inserito sia all'inizio, sia alla fine del discorso, per lasciar meglio impressi nella mente degli ascoltatori il tema trattato e gli argomenti addotti»²⁷. Contrariamente alla tendenza umanistica del tempo, Decio preferì commentare il testo della vulgata, il quale lasciava al giurista maggiore libertà nella ricerca della *coniunctio rationum* che stava all'origine della regola²⁸:

La regola è congiunzione di cause, cioè di *rationes*. La regola infatti si costituisce congiungendo la *ratio* di più casi che hanno la medesima *ratio*. E così le *rationes* che erano numerose in molti e svariati casi sono ridotte ad una, tramite la formulazione della regola [...]. E tale regola si costituisce da quelle cose che accadono per lo più [...]. L'espressione 'per lo più' fa la regola [...]. Similmente la regola si forma a partire da un discorso universale e indefinito. Infatti ciò che è detto in modo indefinito dalla legge equivale all'universale [...]. E ciò è quanto i dottori tengono per opinione comune.

È dunque alla «coniunctio rationum» posta al centro della regola di Paolo che il Guicciardini fa riferimento ogni qualvolta, alludendo ai casi particolari, aggiunge che questi il più delle volte, «per avere diversa ragione, s'hanno a governare altrimenti». «Diversa ragione» è qui da intendersi appunto come mancanza della «coniunctio causae», che nel commento di Decio diventava «coniunctio rationum»²⁹.

²⁷ E. CORTESE, *La norma giuridica*, I, cit., p. 323.

²⁸ PHILIPPUS DECIUS, *De regulis iuris*, cit., f. 5r: «Tertio noto ibi, quasi causae coniunctio, quod regula est coniunctio causae, id est rationis. Regula enim constituit coniungendo rationem plurium casuum eandem rationem habentium. Et sic rationes quae erant plures numero in quampluribus et variis casibus, ad unum per traditionem regulae rediguntur [...]. Et talis regula constituitur ex his quae ut plurimum ita se habent [...]. Et ideo dictio plerumque, regulam facit [...]. Sic etiam praesumptio insurgit a communiter accidentibus [...]. Similiter regula constituitur ex oratione universali, indefinita [...]. Nam indefinita prolata a lege, aequipollet universali [...]. Et Doctores communiter ita tenent».

²⁹ FRANCESCO GUICCIARDINI, *Ricordi*, cit., B 35, p. 11.

Come non conciliare inoltre quel passaggio sul modo in cui si costituisce una regola, con il ricordo dedicato da Guicciardini alla pretesa esaustività della legge? «Erra chi crede che la legge rimetta mai cosa alcuna in arbitrio», poiché esistono alcuni casi in cui è impossibile che la legge si concluda con una regola certa. In questo particolare frangente Guicciardini si riferisce all'evenienza in cui la regola sia posta alla fine dell'elenco dei casi aventi la medesima *ratio* e dai quali essa ha tratto la sua origine. Quando una clausola generale viene posta dopo alcuni casi speciali, serve ad ampliarli perché non si possono specificare tutti i casi, in quanto le situazioni sono molto più numerose dei vocaboli. E in questo caso la regola generale viene collocata all'ultimo posto³⁰.

Con un gioco di pazienza è possibile ricercare tra i *Ricordi* quelli che contengono l'enunciazione della regola in apertura, seguita o meno dall'enunciazione di un caso o dell'eccezione, e quelli che, aprendosi con la narrazione di un caso, si concludono con la regola, cioè col monito, l'avvertimento, risultato della «coniunctio rationum». Di particolare interesse si rivela il commento di Decio alla chiusa «quae simul in aliquo vitata est, perdit officium suum», poiché si è detto che l'attenzione del Guicciardini è tutta legata al momento particolare ed eccezionale in cui la regola generale manifesta il suo limite. Decio non esita ad avvertire che ogni regola può patire eccezioni, come accade ad esempio a proposito dell'osservanza dei patti, mostrandosi in aperta polemica con Bartolomeo Sozzini, ricordato esplicitamente nel testo³¹:

Si dice che secondo l'equità naturale si devono rispettare i patti, ma tuttavia, secondo la medesima equità naturale i patti talvolta, in qualche caso particolare, non devono essere rispettati.

Il discorso di Decio diventa assai più puntuale, laddove il testo impone il chiarimento e la definizione dei termini «generaliter» e «regulariter», che con una certa frequenza ricorrono anche nei *Ricordi*. Secondo Decio «regulariter» significa «‘universalmente’ o ‘indefinitamente’», cioè «generaliter», a seconda di quanto suggerisce

³⁰ PHILIPPUS DECIUS, *De regulis iuris*, cit., f. 1v.

³¹ *Ibidem*: «Sicut dicitur quod aequitas naturalis suadet quod pacta servantur. lege prima in principi. ff. de pacti. [D. 2, 14, 1] Et eadem aequitas naturalis suadet, quod quandoque pacta non servantur in aliquo casu particulari in l. j. in princip. ff. de minoribus [D. 4, 4, 1]».

«la regola»³². Il giurista polemizzava con quanti sostenevano che vi fosse una differenza tra le espressioni «generaliter» e «universaliter», e con tale differenza giustificavano l'inammissibilità di eccezioni alla regola, per via del suo carattere generale, come *genus* che include le *species*. Ciò non corrisponde al vero, avvertiva il giurista, infatti, la parola «generaliter» non esclude le eccezioni, perché ha il medesimo significato di «universaliter»³³. Queste riflessioni del Decio stanno probabilmente alla base dell'uso guicciardiniano del termine «universale» che è da intendersi come sinonimo dei termini «regulariter» e «generaliter»³⁴.

Tuttavia, proseguiva Decio, «la regola perde la sua efficacia se è viziata in qualcosa», infatti «le eccezioni sono contro la regola, cioè contro quello che si dispone nella regola»³⁵. Il lungo discorso sulle eccezioni si chiudeva con il seguente avvertimento: «Così come la regola è limitata a non procedere nei casi eccezionali come sopra si è detto, parimenti non ha efficacia nei casi simili a quelli eccezionali, poiché l'eccezione fatta in alcuni casi si estende a quelli simili»³⁶.

Credo che ciò sia sufficiente a spiegare l'origine e il fondamento teorico dei *Ricordi*, così come non mi pare troppo azzardato far risalire agli insegnamenti di Filippo Decio, e comunque agli anni della formazione giuridica, l'affinamento del «metodo» adottato per la loro stesura; quell'attenzione per il «particolare», che applicata alla riflessione politica, ha reso così originale il pensiero di Francesco Guicciardini.

Suggerendo questi percorsi di lettura non si intende ridurre tutto il pensiero guicciardiniano alla sola formazione giuridica, né risolvere

³² *Ibid.*, ff. 5v-6r.

³³ *Ibid.*, f. 6r: «Et sic regulariter et indefinite pro eodem ibi ponuntur ergo idem videtur de verbo generaliter, quia indefinite et generaliter idem est [...]. Ergo non videtur, verum quod verbum generaliter excludat exceptiones, quia idem importaret quod universaliter».

³⁴ L'idea mi pare trovi conferma anche a una rapida scorsa del *Glossario* posto in chiusura della magistrale edizione critica dei *Ricordi* di Raffaele Spongano, Cfr. FRANCESCO GUICCIARDINI, *Ricordi*, cit., pp. 259-329 (si vedano in particolare le voci 'generale'; 'regola'; 'ragione'; 'universale').

³⁵ PHILIPPUS DECIUS, *De regulis iuris*, cit., f. 6r: «Circa secundum dictum, quod regula perdit officium suum si in aliquo vitiata sit. Et in effectu sensus est, quod exceptiones sunt contra regulam, id est, contra illud quod in regula disponitur».

³⁶ *Ibid.*, f. 8r: «Postremo non est omittendum, quod sicut regula limitatur non procedere in casibus exceptis, ut supra dictum est, pariter non habet locum in casibus similibus quia exceptio facta in aliquibus casibus, ad similes porrigitur [...] et ex his prima regula expedita sit».

con ciò il problema delle fonti, che di recente è stato giustamente indicato come «uno degli enigmi più intricati e inafferrabili lasciati in eredità alla bibliografia critica su Guicciardini»³⁷. La plausibile supposizione che egli abbia intenzionalmente scelto di «cancellare ogni testimonianza» del suo universo culturale dalle proprie opere, può sì essere letta come un occultamento, ma può anche indicare l'esplicito disegno dell'autore di rivolgersi a lettori non ignari di dottrina: forse, e qui sta un aspetto particolare del problema, egli non intendeva scrivere per «e' vulgari», per quanti ad esempio «riprendono e iuresconsulti per la varietà delle opinioni che sono tra loro», ma più semplicemente per se stesso. Una scelta «aristocratica» se si vuole, nella quale è comunque possibile scoprire anche alcuni tratti tipici del suo pensiero; e con essi gli aspetti più interessanti di un'idea schietta, che voleva nel conseguimento del dottorato un fondamentale requisito per l'accesso alle cariche pubbliche. Ai giuristi, secondo l'autorevole dottrina bartoliana, che Guicciardini dovette tenere sempre presente, spetta il titolo di savi. Ad essi, per il solo fatto di aver imparato il diritto, compete di soccorrere gli altri e di farsi carico del reggimento della cosa pubblica, come si legge nella costituzione *Imperatoriam maiestatem*, con cui si aprono le *Istituzioni* di Giustiniano³⁸.

Non è un caso che nel 1585, desiderando comporre una serie di avvertimenti a imitazione dei *Ricordi* di Francesco Guicciardini, Cesare Speciano, giurista formatosi all'Università di Pavia, vescovo di Novara e di Cremona, nunzio apostolico presso Filippo II e alla corte dell'imperatore Rodolfo II, introduceva un corpo di *Proposizioni civili*, scritto «pro me solo non aliis donec vixero», definite giustamente da un recente editore come la raccolta più vicina alla compilazione guicciardiniana³⁹, con la seguente *Monitione*⁴⁰:

³⁷ M. PALUMBO, *Detti, proverbi e allusioni: sul riuso delle fonti nei «Ricordi» di Francesco Guicciardini*, in *Tempo e memoria. Studi in ricordo di Giancarlo Mazzacurati*, a c. di M. Palumbo e A. Saccone, Napoli, Fridericiana Editrice Universitaria, 2000, pp. 47-74.

³⁸ D. QUAGLIONI, *La giustizia nel Medioevo*, cit., in particolare pp. 83-91.

³⁹ CESARE SPECIANO, *Proposizioni morali e civili*, in *Scrittori italiani di aforismi. I classici*, cit., pp. 401-402.

⁴⁰ Milano, Biblioteca Trivulziana, Cod. 1544, c. 2r: Una prima edizione, ancora provvisoria, delle *Proposizioni civili* di Cesare Speciano condotta sul manoscritto trivulziano, è contenuta in P. CARTA, *Ricordi politici*, cit.

Ogn'uno resti avvertito, chi leggerà queste proposizioni massime politiche, che essendo generali difficilmente si ponno accommodare a cose particolari, le quali sempre hanno varietà, et per questo ogni regola è pericolosa a chi non se ne sa valere prudentemente, considerando tutte le circostanze per minime che siano, perciò che ogni cosa può alterare grandemente la deffinitione generale, la quale non serve ad altro che ad illuminare l'intelletto et farlo più atto a considerare le cose particolari, havendo però l'occhio alla regola generale, la quale, specialmente nelli discorsi, è sempre utile.

I fondamenti dell'idea sulla quale poggia tutta l'opera, l'impossibilità di «governarsi secondo regole generali», provengono dalla lettura del volume di avvertimenti guicciardiniani ma l'assunto trova una giustificazione anche con le fonti più tradizionali che l'autore rende esplicite fin dal principio del suo scritto, in un'epigrafe che contiene una citazione della *Summa Theologiae* di Tommaso, seguita dall'allegazione del titolo *De regulis iuris* del *Digesto*, circa la pericolosità delle definizioni generali nella loro applicazione pratica⁴¹:

Sanctus Thomas in prin. secunda secundae dicit sermones morales universales minus esse utiles, eo quod actiones versantur circa particularia [*Summa Theologiae*, II^a II^{ae}, Prol.]. Idem dicit Iurisconsultus in l. omnis, ff. de regulis iuris [D. 50, 17, 202], ubi omnem definitionem, idest propositionem generalem, periculosam esse affirmat.

Ciò testimonia che quanti provenivano da una formazione prossima a quella del Guicciardini erano perfettamente in grado di intendere tutti i riferimenti che l'autore non aveva, o meglio, non sentiva il bisogno di rendere espliciti. E forse anche in questo senso bisognerà riprendere a considerare, sia pure con la dovuta discrezione, quanto i più avvertiti lettori cinquecenteschi dei *Ricordi* riescono a dirci intorno alle fonti del suo autore.

⁴¹ *Ibid.*, c. 2r. Per il passo di Tommaso si veda SANCTI THOMAE DE AQUINO, *Summa Theologiae*, II^a II^{ae}, Prol., Cinisello Balsamo, Editiones Paulinae, 1988, p. 1089.

Paolo Carta
Professor of History of Political Thought
University of Trento

Francesco Guicciardini (born March 6, 1483, Florence – died May 22, 1540, Florence)

Abstract

Strangely, philosophy has not given Francesco Guicciardini the same attention that Niccolò Machiavelli has received, although they both, from different perspectives and diverse backgrounds, focused their work on the very same object: the search for a way to establish in Florence a «well-structured and well-ordered regime that enjoyed genuine liberty» and promote a true political life. Both men thought about this subject from the vantage point of their experiences and their fears. Both belonged to a generation which lived under the constant threat of war, as Machiavelli wrote to Guicciardini (3 January 1526): «Always, as far back as I can remember, war has either been going on or has been talked about». Each of them, in his own individual way, was an original scholar and had a great influence on the subsequent philosophical and political tradition. The reason behind Guicciardini's marginal position in the field of philosophical thought, may lie in the posthumous success of his work, due to the late discovery of some of his most influential writings, which included the *Dialogo del reggimento di Firenze* (*Dialogue on the government of Florence*) and the final draft of the *Ricordi* (*Maxims*), both published only in the second half of the 19th century. The popularity he gained in the 16th century, and which could have indeed affected the history of ideas, was limited to the *Storia d'Italia* (*History of Italy*, 1561) and the partial collection of his *Ricordi* (1576). Nevertheless, these two works did not fail to have a profound impact on political as well as historical and philosophical thought.

Biography

Member of an ancient patrician family, Francesco Tommaso G., was the third son of Piero Guicciardini and Simona Gianfigliuzzi. He was named Francesco after Francesco de' Nerli and Tommaso, after Thomas Aquinas. Marsilio Ficino, «the leading Platonic philosopher in the world at the time», was chosen to be his godfather, as he wrote in the *Ricordanze*, which is the main source for Guicciardini's biography (1508) along with his letters. His family history and its growing reputation are the subject of his *Memorie* (1508). In all his early works Guicciardini deals frequently with his formative years and his education. For instance, in a brief exhortation, *A se stesso*, written in 1513, we read that according to his father's wishes he was «brought up devoutly» (probably among Savonarola's *fanciulli*). At school he studied humanities: Latin, Greek, and logic, and later law. His legal education, crucial for his diplomatic and political career, and, we might add, also for his historical and theoretical approach, began in November 1498 in Florence. His first professor was Iacopo Modesti da Prato, a pupil of Poliziano. His teachers included the leading personalities of the republic, such as Francesco Pepi, Ormannozzo Deti and Giovan Vittorio Soderini. In 1501, due to the great turmoil in the city, his father decided to send him to study in Ferrara. Out of disappointment, after one year, Guicciardini moved to Padua where he attended the lessons of Carlo Ruini, Girolamo Botticella and Cristoforo Alberizio. In Padua, Guicciardini was determined to follow his mentor, Filippo Decio, whom he had already met in Florence: the greatest jurist of his time, as

we read in his *History of Italy*. Moreover, in a *consilium*, Decio, who provided him board and lodging for two years, remembered his pupil as «once the sharpest of my pupils in Padua and now a most distinguished doctor». While in Padua, Guicciardini worked on a *Repertorium in iure canonico*, a manuscript completed on March 25th 1505. Decio's teaching was a valuable foundation for his later development as historian and political writer. Back in Florence, he was asked to teach at the Studio Fiorentino. He became doctor in 1505 with a distinguished panel of professors. He received his doctorate «only in civil law, to avoid the expense of twelve and a half ducats», for it was not important «to get the degree in canon law». At that time begins his career as a lawyer – a detailed overview of this period can be found in the *Ricordi degli onorari* that shows his clientele as well (Cavallar, 1988). The connections between his legal cases as either professional lawyer or consultant, and his early historical works are important, especially in the case of the *Storie fiorentine* (*Florentine Histories*, 1508-1509), developed during his legal traineeship. In November 1508, Guicciardini married Maria Salviati, the daughter of Alamanno, the chief of the *ottimati* opposing the gonfalonier Piero Soderini. On 17 October 1511, shortly after the conclusion of the Holy League, formed by Pope Julius II against Louis XII, King of France, Guicciardini was named ambassador to King Ferdinand of Aragon, thanks to a law tailored just for him, as he was only 28 years old and was supposed to be in his thirties to be entrusted with such a responsibility. While in Spain, he wrote the *Discorso del modo di ordinare il governo di Firenze* (known as *The Discourse of Logroño*), where he dwelt upon the feasibility of a new institutional architecture for Florence, made up of a senate of wise men with great expertise, capable of tempering the ruling political order that since 1502 had been essentially based on the Great Council and on the lifetime gonfalonier. His ideal relied on the Justinian's dyad «justice and arms», and advised the creation of a civic militia (as Machiavelli). His was an answer to the requests of the *ottimati* put forward during the last years of Piero Soderini's administration. Guicciardini's idea was not so original: something quite similar had already been mentioned in the 15th century, after the death of Cosimo, and suggested again in 1501, in a private meeting of twelve citizens, including his father Piero, aiming to challenge the harsh measures of the Great Council. The creation of a lifetime gonfalonier in 1502 was, as a matter of fact, an alternative to the political proposal of setting up a senate (Fubini, 2007). As the years went by, his ideal remained more or less unchanged and thus he proposed it again in the *Dialogue on the Government of Florence*, drafted between 1521 and 1524. Returning from Spain in 1513, the Medici had returned to Florence, and so Guicciardini's political experience took place entirely in that context: in 1514 he was appointed one of the Eight of Ward, then one of the Signoria and member of the Lorenzo de' Medici's private council. In the meantime, he carried on his activity as a lawyer, and was named Consistorial Advocate by Leo X in 1515. In the following years, his service to the Papal States began: at first as Papal Governor in Modena, with a view to re-establishing justice, then as Governor of Reggio as well as Modena. In 1521 he was General Commissary of the Papal army. With the election of Clement VII in 1523, he was appointed President of the Romagna (1524). From 1526 he was in Rome as counselor of the Pope, who appointed him General Lieutenant of his army, shortly after the conclusion of the League of Cognac. We date back to this very period (1521-1527) the extraordinary correspondence with his friend Niccolò Machiavelli, whom he admired as a man «exceedingly extravagant in your opinions» and «inventor of new and unusual things» (Atkinson and Sices, 1996, 339). It deserves to be stressed that in his early *Florentine Histories* (1508), Guicciardini described Machiavelli's militia project as «a new and unusual thing» (Guicciardini, 1970, 258): this judgment on his friend remained the same more than ten years later.

After the sack of Rome in 1527 and the Florentine republicans' suspicions concerning Guicciardini's political behavior, due to his affiliation with the Medici, the first phase of his political ac-

tivity was destined to end. In his solitude, three fervid literary years commenced, which he conceived as a different way of pursuing his political efforts. The drafts of the *Ricordi* belong to this period. The work represents a collection of thoughts that he started gathering during his mission in Spain. He began to write the *Cose fiorentine*, a history of Florence from 1375 to 1441 with brief accounts of the origins of the city's institutions drawn from historical, literary and legal sources that he left unfinished. He wrote three orations, the *Consolatoria*, the *Accusatoria* and the *Defensoria*, in which he set up a trial against himself, picturing the scene before the Quarantia, newly established with the restoration of the republic in 1527. Especially in the *Accusatoria* and in the incomplete *Defensoria*, the jurist offers an example of his rhetorical skills, his expertise, and his education – e.g. the topic of witnesses' admissibility, or the issues related the administration of criminal justice in a republican framework. He wrote the *Considerazioni intorno ai Discorsi del Machiavelli* (*Considerations on the 'Discourses' of Machiavelli*) in which he continued his dialogue and debate over political, historical and legal issues with his late friend. In 1530, after the fall of the Florentine republic, Guicciardini became one of the Otto di Pratica, summoned to deal with the administration of justice throughout the city. Due to the punishments he inflicted, Florentines called him 'Ser Cerrettieri' after Cerrettieri Visdomini, the executioner of the Duke of Athens, the tyrant of Florence during the 14th Century. Just as Guicciardini was hoping to leave the city in 1531, Clement VII appointed him Vice-Legate and Governor of Bologna. After the death of the pope, with Florence ruled by the Duke Alessandro de' Medici, Guicciardini's fortunes began to fade, along with his hope of restoring a republican form of government to the city. In 1535 as advocate of Alessandro, Guicciardini undertook the task of responding to the republican exiles' complaints to Charles V, in which they called for a reform of the Florentine government to oppose the new tyrannical regime. They described it as illegitimate because of the Duke's misconduct and his lack of any title to rule. As on previous occasions, Guicciardini closely follows the established legal tradition on the topic. In the following years, he avoided political commitments, especially after the murder of Alessandro in 1537 and the rise of Cosimo de' Medici, the new Duke and true Prince of Florence. At this time he wrote his masterpiece (on which he worked until his death on 22 May 1540), the *History of Italy*. The *History* sprung from the *Commentarii della luogotenenza*, a memoir concerning the events which occurred during the period of his Lieutenancy, in which he recalled his personal experience of the war of 1526-27. In his *History of Italy* (the only work, together with the *Ricordi*, draft A, printed during the 16th century, after 1561), he once again portrayed himself as a doctor of law. In the late Renaissance European jurists correctly pointed out that the *History of Italy* was a book written by a legally trained historian, referring to it to shape their ideas upon the State, sovereignty (a word used by Guicciardini in the *History*), the real power of the emperor, and the right of war. In the *History of Italy*, as has been remarked, Guicciardini worked with archival documents in a way entirely new (Ridolfi, 1982, 322). This method, as revealed by the footnotes of the *Cose Fiorentine* (a sort of dry run for the more advanced *History of Italy*), was rooted in legal reasoning. We find other examples of this in the *Florentine Histories*, e.g. in his analysis on the tyranny of Lorenzo de' Medici (depicted as a "concealed tyrant") which follows certain ideas taken from Bartolus' *De Tyranno* (Carta, 2008, 2012). Guicciardini displays these ideas once again in the *History of Italy*, where he describes Lorenzo as a private citizen, with no title and no jurisdiction but who gained so much power that he ruled the republic as he wished and the city's officials obeyed him as their lord. Thus he was a true concealed tyrant, legally speaking. However, it is the *Ricordi*, which clearly reveal the link between Guicciardini's legal education and his political theory. In dialogue with his friend Machiavelli and challenging his ideal of imitating the ancient *exempla*, Guicciardini underlines the necessity of looking for concrete political rules taken from experience («These *ricordi* are rules» he writes in *ricordo* A 11), and shapes his book of maxims following the legal method of *regulae iuris*. However, the

application of such rules to a specific case which might have different underlying circumstances required the use of discretion. Although in the light of his biographical experiences it might sound that the «imperious vocation to action» led Guicciardini to legal studies, we should not forget «the influence that his legal education had on the political man and author» (Ridolfi, 1982, 10). Thus, that's why every attempt to deal with his philosophy and his political theory should begin by investigating his legally trained mind.

Guicciardini in the philosophy of the Renaissance

Situating Guicciardini in the tradition of Renaissance philosophy is not an easy task. If we are to identify his main points of reference, we should first note that, since **most of his work was not intended for publication** (except for the *History of Italy* and, perhaps at first, the *Dialogue on the government of Florence*) **his writings do not include explicit quotations**. This does not mean that there are no references to the classical literature which was part of his humanist education: Plato, Xenophon, Aristotle, Cicero, Seneca, Tacitus, Plutarch, Augustine, Thomas Aquinas, as well as Dante, Petrarch and Boccaccio were some of his preferred authors. However, it is not owing to their presence that we can trace the originality of his thought. Recalling these sources is useful in order not to take Guicciardini too seriously when he states that he is not familiar with philosophers. Moreover, we should not forget that Marsilio **Ficino** was his godfather, and his father Piero was a humanist, **follower of Savonarola and Ficino's pupil**. Undoubtedly, the aim of distancing himself from philosophy can be read as evidence of his **preference for historians and jurists** rather than philosophers. To put it succinctly, **just as Machiavelli**, he didn't choose utopia as a method. As he wrote in his *Dialogue on the Government of Florence*, following his friend: «We shouldn't look for an imaginary government that is more likely to appear in books than in practice, perhaps like Plato's republic; instead, after considering the nature, the quality, the conditions, the inclinations – in a word, the **humours** – of the city and its citizens, we must look for a government that we are reasonably confident could be introduced by **persuasion**» (Guicciardini, 1994, 96-97). Thus, we might recall that from his very first works, e.g. the *Florentine Histories*, Guicciardini relies constantly on his **legal background**, which enables him, as an historian, to grasp in a unique way the difficult political and institutional issues of Florence at the beginning of the 16th century. As **Felix Gilbert** has pointed out, «in his very first work [...] Guicciardini already reveals the distinctive traits which persist through the whole of his life [...]; he stands out as the Florentine patrician exhibiting the benefits and limitations of an outlook determined by class, he displays the keen, legally trained mind to which the rich intellectual heritage of the 15th century was only a useful instrument for practical ends, he shows himself possessed of an exclusive, passionate devotion to the world of history and politics. His mind, in its essential features, is definitely formed» (F. Gilbert, 1939, 263). Therefore, it was his legal education, which underlies his entire political work, which made him capable of understanding in a profound way **the emerging tension between the legal tradition and the political experience of states**. He does not hesitate to take this perspective to extremes when he pragmatically analyzes political matters according only «to the reasons and practice of states» (*Dialogue*, 159). Undoubtedly he was led to this approach because of his arguments with **Machiavelli** – Guicciardini was not only his friend but also his most perceptive reader. Thus, although we might find a great part of Guicciardini's political ideas already in his early works, we should not forget that he attempted to refine and develop them through **continuous debate with Machiavelli and his own political experience**. As has been written, «for Guicciardini's political ideas did not originate primarily from theoretical study, but from his reaction to the political situations that confronted him» (Rubinstein, 1965, 12). The close relation between historical events, political experience and a theoretical

framework clearly appears in his first endeavours, e.g. in the **realistic constitutional project** included in the *Discourse of Logroño*, written in 1512 while he was ambassador in Spain. In this work he tries to shape all the historical material collected for the *Florentine Histories* into a constitutional proposal. Such a text was conceived as an effort to define a proper republican government for Florence, with a senate along with the gonfalonier and the great council. It was a way of responding to the *ottimati*'s aspirations. However, this endeavour was overtaken by events. Just a few days after Guicciardini completed his *Discourse*, the Medici were back in Florence and the republican period was over. **This constitutional model was Guicciardini's ideal one**, and it is recurrent in his subsequent production. **This theoretical framework was based on Aristotle's mixed constitution**; at the same time, however, Guicciardini relied much more on **actual historical Florentine experience** and on the ongoing political debate connected to it. This model, as **Alison Brown** has pointed out, discussing its subsequent inclusion in the *Dialogue on the government of Florence*, should not be deemed a defence of a hereditary aristocracy. Thus, we should say that «Guicciardini's preferred government is not a hereditary aristocracy limited to the optimates, as it might appear, but rather a **meritocracy**» (Brown, XX). In fact, although according to his model a senate of 150 men had the political power, the legislative power lay in the popular Great Council, entitled to appoint individuals to offices. The political power of the senate was curbed by the Gonfalonier and furthermore «life membership of the senate was won not by birth but by previous performance in administrative offices and public debates» (Brown, XXI). As Guicciardini wrote in his *Considerations on the Discourses of Machiavelli*: «the optimates must not be drawn always from the same lines and families, but from the whole body of the city». We may understand these ideas more thoroughly by reading one of his *Ricordi*, the collection of rules that he had started writing in 1512 and developed until 1530: «The fruit of liberties and the end for which they were instituted is not government by everyone – for only the able and deserving should govern – but the observance of just laws and order, both of which are more secure in a republic than under the rule of one or few. And therein lies the difficulty that so troubles our city. Men are not satisfied to be free and secure: they also want to govern» (C 109). In the previous draft (B 143) he had added: «this is the reason that ancient wise men and philosophers did not praise free governments more than others but preferred those that best assured the maintenance of law and justice». These ideas had already been discussed in the *Dialogue on the government of Florence*, taking inspiration from some of **Ficino's ideas**, as **presented by Bernardo Del Nero**, in an effort to examine **the Medici's veiled tyranny**. On that occasion as well, Guicciardini relied on juridical frameworks, taken from the *De tyranno* by Bartolus of Sassoferrato, which he had already used in the *Florentine Histories* to sketch his portrait of Lorenzo de' Medici (Carta, 2012). In this case, however, the problem is presented «simply to open a discussion», with a reference to the **Machiavellian effectual truth** where he states: «if it were possible to have an illegitimate regime that was governed as agreeably and well as a loving regime, the fact of its being illegitimate would not alone make it worse than the other [...] I believe that to know which type of government is better or less good, one should consider only its **effects**» (Guicciardini, 1994, 13). Guicciardini reveals a **realistic attitude** much more clearly than Machiavelli, since he always indicates the legal or philosophical tradition from which he is departing. An essential element of his **theoretical framework is his personal relationship to the classics that have dealt with a particular issue**. He always confronts them judging their results according to his own reason and experience. It is **this use of reason** that can either provide justification for a statement or call it into question. He could have written, just as Machiavelli had done: «I do not judge nor shall I ever judge it to be a defect to defend any opinion with reasons, without wishing to use either authority or force for it» (*Discourses on Livy*, I, 58). See for instance the *ricordo* **C 33**, in which he tries to explain the saying «a dishonestly acquired fortune is never enjoyed by an heir of the third generation»,

relying on reason, and arguing against his father's interpretation that relies on the authority of Saint Augustine. It is a way of thinking that is also backed by his legal studies and especially by Filippo Decio's teaching. We have other evidence about this approach in his *ricordo* C 208, devoted to the downfall of the practice of law: «the science of law has come to such a pass», he wrote, «that if one side of a case present a cogent argument and the other presents the authority of a scholar who has written on the subject, more attention will be paid to the authority». Accordingly, all the time that should be spent reasoning is wasted in reading, in an effort comparable to a porter's rather than that of an educated man. The *Ricordi* are his most interesting theoretical work if we want to delve into the ties between reality and tradition, between reason and authority. In this work Guicciardini's unwillingness to search for a theory which departs from the nature of things as it is in truth is also clear. On many occasions, he criticizes the astrologers (despite the fact that he had his own written horoscope) because of the mendacity of their predictions, as we read in *ricordo* C 125: «Philosophers and theologians, and all those who investigate the supernatural and the invisible, say thousands of insane things». This is due to the fact that men are in the dark about such matters, so their investigation appears more as an exercise for the intellect than as really capable of finding the truth. Among the principles that represent «things as they are in fact» there is *ricordo* C 48, where Guicciardini says that every state, apart from the republic, is illegitimate, owing to their violent origins: «You cannot hold states according to conscience. For if you consider their origin, they are all illegitimate, with the exception only of republics ruling their own cities, and nowhere else. Nor do I exempt the Emperor from this rule – and even less priests, for their violence is double, since they force us with temporal weapons and spiritual ones». This discourse is not based on abstract principles, relying on, say, a legal tradition, but it is backed by clear-cut historical experience, which Guicciardini explains in analyzing the related events in his *Cose fiorentine* and in some censored chapters of the *History of Italy*. Experience was the testing ground for every theory and at the same time the place from which his theory sprung.

No work shows Guicciardini's method and theory better than the *Ricordi*, a collection of maxims and rules useful for judging political issues. In their various drafts, the *Ricordi* could also be read as a response to the method of imitation of ancient *exempla* devised by Machiavelli. The latter introduced his *Discourses on Livy* as an attempt to present in the form of commentary a body of examples helpful in ruling republics. A commentary, such as the legal ones, would have held its own authority for its contemporaries. If jurists can be taught to judge according to a body of precedents, decisions («sentenze») and examples, derived from the history of their profession, why cannot rulers be taught to rule according to a body of examples taken from their history? According to Machiavelli, law, just like medicine, is a discipline that makes a successful use of antiquity. In this connection, the lessons of history could be successful in politics only if used just like jurists and physicians do with the *exempla* of their own discipline. Guicciardini's *Ricordi*, a collection of *regulae* taken from his own experience, gives an account of the difficulties related to the successful use of Machiavellian method in politics. For instance, in his *ricordo* C 110, he wrote: «How wrong it is to cite the Romans at every turn. For any comparison to be valid, it would be necessary to have a city with conditions like theirs, and then to govern it according to their example. In the case of a city with different qualities, the comparison is as much out of order as it would be to expect a jackass to race like a horse». Guicciardini, referring to his friend Machiavelli, discourages the unconditional application of examples and precedents as a faulty method. Since he was a lawyer, he probably had in mind Justinian's maxim: «non exemplis sed legibus iudicandum est» (C. 7, 45, 13). One is to judge not according to examples, but according to laws and rules. In his *ricordo* C 117, he adds: «To judge by example is very misleading. Unless they are similar in every respect, examples are useless, since every tiny difference in the case may be a cause of great variations in the effects.

And to discern these tiny differences takes a good and perspicacious eye». The example is not binding in the judicial process, when it is not considered suitable for the particular case. The necessary condition for relying on an example (or a «precedent» in legal terms) is the complete similarity of circumstances. Therefore, Guicciardini believes that it is not according to examples that one can judge rightly, but only according to rules. As we read in the last chapter of the *Digest*, *De diversis regulis iuris antiqui*, (*On various rules from the ancient law*), also commented upon by his mentor Filippo Decio, and whose commentary was printed in a very successful book, «a rule is that which briefly expounds a matter». Legal rules are concise formulations drawn from the law: «the law is not derived from rules, but a rule is derived from the existing law». Therefore, the rule itself does not create law. A rule is derived from the union of several cases, which have the same rationale. It is a «coniunctio rationum», i.e. it is derived from what happens more frequently, in other words, from what «normally» happens. Its application to a particular case, however, always requires the use of «discretion». The judge will have to see whether a particular rule may or may not be applied to the case in question, using discretion, above all, and passing from the universal rule to the particular case. This was the way of thinking for which a jurist such as Guicciardini received formal training. His *Ricordi* is an attempt to write a body of such carefully-crafted rules. The way Guicciardini tries to decode them and give us a key to the proper interpretation of his work is strictly related to his legal background, despite a still-present tradition of aphoristic writings. He was not simply writing a book of aphorisms, rather he aimed to write a real book of rules, as he revealed in the aforementioned *ricordo* A 11. Referring both to Aristotelian and to legal tradition, in the subsequent draft of the text (C 6) Guicciardini wrote: «It is great error to speak of the things of this world absolutely and indiscriminately and to deal with them, as it were, by the book. In nearly all things one must make distinctions and exceptions because of differences in their circumstances. These circumstances are not covered by one and the same rule. Nor can these distinctions and exceptions be found written in books. They must taught by discretion». The unconditional use of examples, which according to his idea of legal training, Machiavelli wanted to apply to politics, is completely called into question by his friend Guicciardini. Therefore, the debate about the foundations of modern political thought appears essentially as a dispute about the two different ways of applying examples and rules to a particular case. Nevertheless, there is a difference between a judge and a political actor. Indeed a judge, in those cases «which the law cannot determine by a fixed rule» and things are left to his discretion, can count on his *synderesis*, i.e. his conscience, as Guicciardini wrote (C 113), probably recalling Poliziano's philological investigation into these two concepts (Carta, 2012 b). «After considering all the circumstances and ramifications of the case», a judge must determine «what he thinks is right, according to his conscience, and in such cases, the judge needs answer to no man for his decisions» even if he «must answer to God, who knows whether he has decided justly». Nonetheless, as he wrote in his *ricordo* C 48 and his *Dialogue*, there is no place for conscience in ruling a state: a ruler, to be effective, can only judge according to the practice of states. In an another *ricordo* (C 111) Guicciardini says that common men find the variety of opinions which exists among lawyers quite reprehensible, but they do not know that it depends on the nature of the subject rather than on a defect in men. Indeed, general rules cannot possibly comprehend all particular cases. Thus, specific cases cannot be decided on the basis of law, but must be dealt with according to the opinions of men, which are not always in harmony. He stresses that the same thing happens to doctors, philosophers, commercial arbitrators, and to «those who govern the state»: in all these cases, there is no less a variety of judgment than among lawyers.

These legal arguments can be found even in Girolamo Savonarola's sermons, well known to Guicciardini. In a sermon of March 7th 1498, devoted to the proper way to judge and apply a rule, Savonarola said that among physicians and lawyers, some are able to discuss according to the rules

and their books, but that they know neither how to rightly judge a case nor how to cure a patient. Some others have a profound judgment, and thus know both how to judge and to cure. In short, these physicians come straight to the point, to the case at hand. The same applies to lawyers: they do not have to be able to cite examples and references taken from the legal books, but they do have to know how to judge a particular case rightly. Being able only to discuss without judging means knowing nothing and the same applies to the rulers of the republics. Those who know how to judge say: this rule has to be applied here in this particular case, but not to this other one, and sometimes they leave aside the rule, to judge according to equity, conscience and discretion. They understand everything and see if a rule was not made for a particular purpose. Briefly, to use the words written by Guicciardini commenting on a saying (C 33): «How different theory is from practice! So many people understand things well but either do not remember or do not know how to put them into practice! The knowledge of such men is useless. It is like having a treasure stored in a chest without ever being able to take it out».

Just as Machiavelli, Guicciardini confronts several important humanist themes, such as the relation between fortune and virtue. Some of his *Ricordi* are devoted to this specific topic, e.g. in C 20 he deals with the success or failure of conspiracies, a typical machiavellian issue. He writes that they are very dangerous, just because Fortune, «who plays such a large role in all matters, becomes angry with those who try to limit her dominion». In other places he stresses that Fortune has great power over human affairs and these are constantly affected by fortuitous circumstances and accidents men could neither foresee nor avoid. Therefore, although cleverness and care may accomplish many things, they are not enough, because men also need good fortune (C 30). Even if someone attributes everything to prudence and virtue, reducing the power of Fortune, he should at least admit that it is a great gift to be born and to live in a time which prizes highly the virtues and qualities in which he excels. It is his great good fortune that his times need his virtues and qualities, and he adds, echoing a well-known machiavellian idea: «to be sure, if a man could change his nature to suit the conditions of the times, he would much less be dominated by Fortune; but that is most difficult, and perhaps even impossible» (C 31). These maxims, also used in his historical works, display a very accurate and analytical interpretation of Machiavelli's political thought, together with features of indisputable originality. The extraordinary impact his *History of Italy* had following its early editions testifies that his method broke with a long tradition. He was soon considered the best historian of all time and used to define new and modern legal and political concepts by the most renowned historians, jurists and philosophers of the late Renaissance, such as Jean Bodin, Alberico Gentili, La Noue, Montaigne, Harvey or Bacon: *The History of Italy* became the book that any well-educated man should read (Luciani, 223 ss.). Not to mention the importance he had among the religious reformer for those censored passages of his *History* devoted to proving the illegitimate origins of the temporal power of the Pope (alluded to in works by Alberico Gentili or Francesco Pucci, for instance). He was the one who wrote: «Naturally, I have always wanted to see the ruin of the Papal State, but as fortune would have it, I have been forced to support and work for two popes. Were it not for that, I would love Martin Luther more than myself, in the hope that his sect might demolish, or at least clip the wings, of this wicked tyranny of the priests» (B 124). Furthermore, his *Ricordi* gave birth to a singular way of thinking about politics by means of a new and very imitated literary model. It cannot be denied that Guicciardini deserves to be considered as an eminent character of the «Florentine laboratory» of political thought (Fournel-Zancarini, 2009, 9) as well as «one of the most important and challenging writers in the early modern period» (Brown, 1994, XXVIII).

► *La Historia d'Italia*, Florence, Torrentino, 1561 e Venice, Giolito, 1564 (with the last four books); *Loci duo*, Basel, Perna, 1569; *Più consigli et avvertimenti di M. Francesco Guicciardini*,

Paris, Morel, 1576; *Opere inedite*, edited by di G. Canestrini, I-X, Florence, Barbera, 1863-67; *Ricordanze inedite*, edited by di P. Guicciardini, Florence, Le Monnier, 1930; *Francesco Guicciardini ad Alessio Lapaccini. Lettere giovanili inedite*, edited by P. Guicciardini, Florence, Vallecchi, 1935; *Scritti inediti sopra la politica di Clemente VII dopo la battaglia di Pavia*, edited by di P. Guicciardini, Florence, Olschki, 1940; *Carteggi, I-IV*, edited by R. Palmarocchi, Roma, Istituto Storico Italiano, 1938-51; *Carteggi, V-XVII*, edited by P. G. Ricci, Rome, Istituto Storico Italiano, 1954-72; *Cose fiorentine*, edited by R. Ridolfi, Florence, Olschki, 1945; *Compendio della Cronica di Froissart*, edited by P. Moreno, Bologna, Commissione per i testi di lingua, 1999. Among contemporary critical editions we might cite: *Storia d'Italia*, edited by A. Gherardi, Florence, Sansoni, 1919, the one edited by di S. Seidel Menchi, Turin, 1971 and the French translation with critical comment by J.-L. Fournel – J. C. Zancarini, Paris, Laffont, 1996; *Storie fiorentine*, edited by A. Montevecchi, Milan, 1998; *Ricordi*, edited by R. Spongano, Florence, Sansoni, 1951, the one edited by G. Masi, Milan, Mursia, 1994, the edition of drafting C, edited by G. Palumbo, Bologna, Commissione per i testi di lingua, 2009 and that edited by C. Varotti (Rome, Carocci, 2013); *Le lettere*, edited by P. Jodogne, I-X, Rome, Istituto storico italiano per l'età moderna e contemporanea, 1986-2008; *Dialogo del reggimento di Firenze*, edited by G.M. Anselmi e C. Varotti, Turin, Bollati Boringhieri, 1994; *Maxims and Reflections (Ricordi)*, translated by M. Domandi, introduction by N. Rubinstein, Philadelphia, University of Pennsylvania, 1972; *The History of Italy*, translated by S. Alexander, Princeton, Princeton University Press, 1984; *Dialogue on the Government of Florence*, ed. by A. Brown, Cambridge and New York, Cambridge University Press, 1994.

► In the extensive bibliography on Guicciardini, as far as juridical and biographical aspects are concerned, the following works should be cited: V. Luciani, *Francesco Guicciardini e la fortuna dell'opera sua*, Florence, Olschki, 1949; F. Gilbert, *Machiavelli and Guicciardini. Politics and History in Sixteenth Century Florence*, Princeton, Princeton University Press, 1965; J. G. A. Pocock, *The Machiavellian Moment. Florentine Political Thought and the Atlantic Republican Tradition*, Princeton, Princeton University Press, 1975; O. Cavallar, *Guicciardini giurista. I ricordi degli onorari*, Milan, Giuffrè, 1988; *Bologna nell'età di Carlo V e Guicciardini*, edited by E. Pasquini and P. Prodi, Bologna, Il Mulino, 2002; J.-L. Fournel – J. -C. Zancarini, *La politique de l'expérience: Savonarole, Guicciardini et le républicanisme florentin*, Alessandria, Edizioni dell'Orso, 2002 and Id., *La grammaire de la République: langages de la politique chez Francesco Guicciardini (1483-1540)*, Geneva, Droz, 2009; R. Fubini, *Legislazione e costituzione a Firenze dal regime mediceo al Guicciardini*, «Il pensiero politico», XL (2007), n. 2, p. 242-267; P. Carta, *Francesco Guicciardini tra diritto e politica*, Padova, Cedam, 2008; Id., «Francesco Guicciardini, quello che scrisse questa istoria, dottore di legge» in *La 'Storia d'Italia' di Guicciardini e la sua fortuna*, ed. by C. Berra and A. M. Cabrini, Milan, Cisalpino, 2012, pp. 47-66 (a); Id., «*Syndérèse et conscience*»: *Francesco Guicciardini et la philologie humaniste*, in *Humanistes, clercs et laïcs dans l'Italie du XIIIe au début du XVIe siècle*, ed. by C. Caby and R. M. Dessi, Turnhout, Brepols, 2012, p. 231-250 (b). The leading biography is Roberto Ridolfi's *Vita di Francesco Guicciardini*, Milan, Rusconi, 1982, but see also P. Jodogne-G. Benzoni, *Dizionario Biografico degli Italiani*, LXI, Rome, Istituto dell'Enciclopedia Italiana, p. 90-104, particularly p. 90-97; M. Palumbo, *Francesco Guicciardini*, Napoli, Liguori, 1988; E. Cutinelli-Rèndina, *Guicciardini*, Rome, Salerno, 2009; Carlo Varotti, *Francesco Guicciardini*, Naples, Liguori, 2009.